

UN EX-INSTRUCTEUR DE DE HOCKEY SOUPÇONNÉ DU MEURTRE DE STEVE

◆ Un homme de 39 ans, de Contrecoeur, André Charest, un ancien instructeur de hockey, doit comparaître ce matin en Cour de sessions de la paix, à Sorel, relativement à la mort du jeune Steve Mandeville, 11 ans, retrouvé assassiné, mardi, à Saint-Antoine-sur-le-Richelieu. Il sera vraisemblablement accusé de meurtre au premier degré.

Les détails, page A-3



À MIRABEL SAISIE DE DROGUE DE \$195 MILLIONS

◆ MONTREAL (AFP) - Trente-deux kilos d'héroïne brute d'une valeur estimée à \$195 millions de dollars ont été découverts dans un entrepôt de l'aéroport international de Montréal-Mirabel, a révélé hier la GRC à Montréal. Informés par les autorités pa-

kistanaises qu'un chargement important était en route pour Montréal, via Londres, les douaniers montréalais ont effectué plusieurs fouilles avant de découvrir, le 22 juin dernier, la drogue qui avait été cachée dans

Lire A-2, DROGUE

LE SOLEIL

JEUDI 28 AOÛT 1986 QUÉBEC, 90e année, no 238.

74 pages, 3 cahiers (+ 1 tabloïd)

Livraison à domicile (7 jours) 2,75\$ les de la Madeleine-Gaspé-Rivière-au-Renard-Perce-Abitibi 50¢

35¢

TOUS LES JOURS (sauf le samedi) dans LE SOLEIL



LA CHASSE

CAHIER SPECIAL 16 PAGES



Christine Lavoie posant avec un impressionnant original mâle abattu au Club de chasse et pêche Magpie, sur la Basse-Côte-Nord.

NE CHASSE PAS QUI VEUT...

◆ Contrairement à la croyance populaire, il n'est pas si simple de devenir chasseur et de chasser au Québec. Les milliers de Québécois adeptes de la chasse sportive peuvent en témoigner. Notre chroniqueur André Bellemare nous énumère, dans l'un des articles de ce cahier spécial, les démarches et les règles à observer pour quiconque rêve de s'enfoncer en pleine forêt pour y chasser le gibier.

VOIR TABLOÏD SPORT

LES GRAISSES, DES AGENTS DU CANCER DU SEIN

◆ (d'après AP,AFP) - Trois nouvelles études, canadienne, suédoise et américaine, rendues publiques hier donnent un nouvel éclairage sur le cancer le plus craint par la femme, celui du sein.

A Budapest, en Hongrie, le Dr Russell Boyd, de l'Institut de cancérologie de Toronto, a présenté au 14ème congrès mondial de cancérologie le résultat de ses travaux qui lui permettent de conclure qu'il existe un lien entre la consommation de graisses et l'apparition du cancer du sein.

Les deux autres études, dont les résultats seront publiés aujourd'hui par le New England Journal of Medicine, ont établi

que les femmes qui développent un cancer du sein au moment de la ménopause sont celles qui possèdent les meilleures chances de survie.

Alimentation

L'étude du Dr Boyd a porté sur 110 femmes de plus de 35 ans présentant toutes des lésions pré-cancéreuses du sein. Ces femmes ont été séparées en deux groupes, dont l'un n'a pas modifié son alimentation et l'autre a réduit d'au moins 20 pour 100 la consommation de graisses sans toutefois changer le nombre de calories absorbées. Au bout de 12 mois, seules les femmes du dernier groupe présentaient une réduction importante de leurs lésions pré-cancéreuses.

Lire A-2, SEIN

ECONOMIE

CE SONT LES GENS LES PLUS ÂGÉS ET LES RICHES QUI TIRENT PROFIT DU REA

Page C-1

DANS LE GRAND QUÉBEC

5,000 LOGIS SONT VIDES

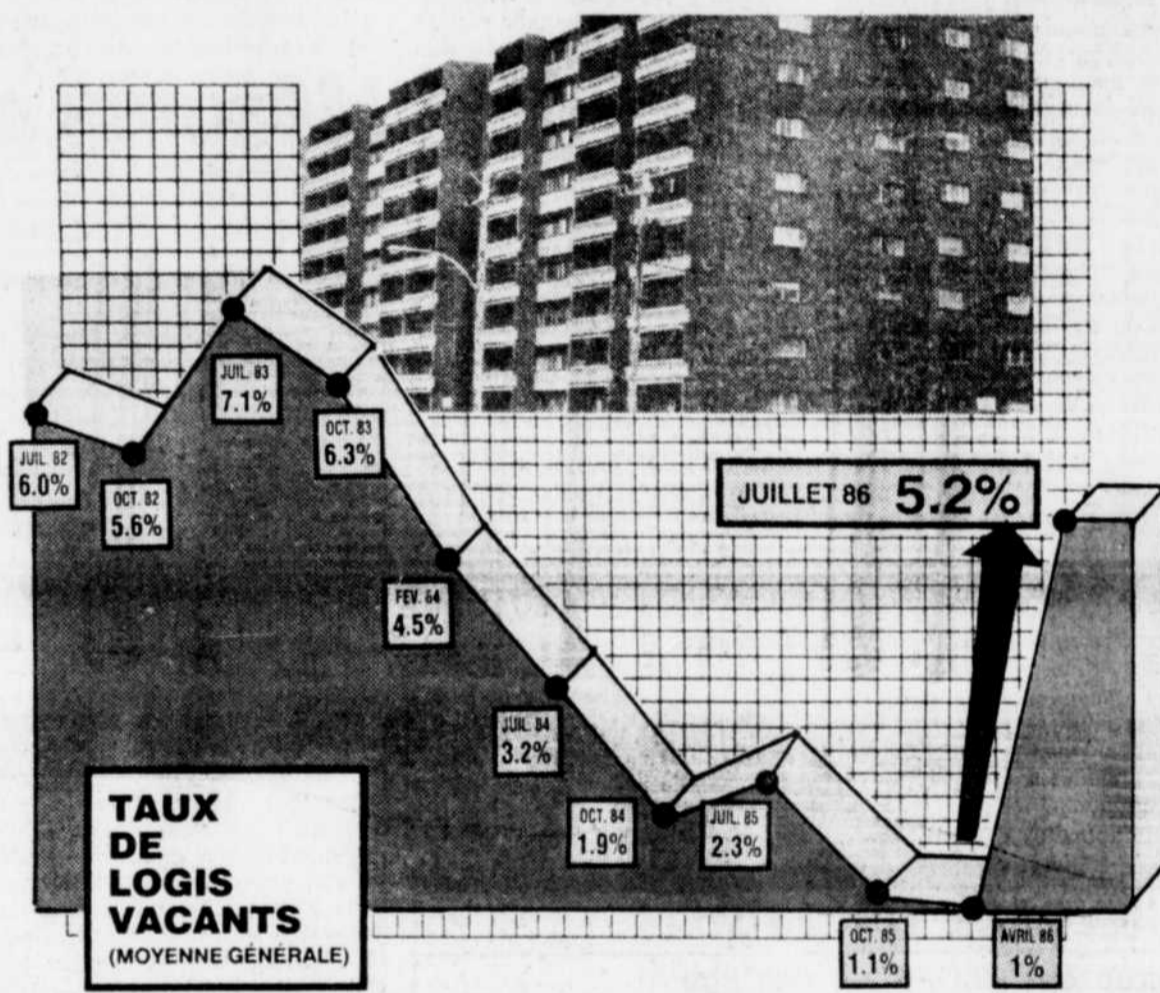
◆ Le taux d'occupation dans le logement locatif a fait un bond vertigineux de 400 pour 100 au cours des quatre derniers mois dans le Québec métropolitain avec le résultat qu'environ 5,000 logements sont présentement en disponibilité.

par Jacques DRAPEAU

De 1 pour 100 qu'il était en avril dernier, le taux d'occupation a grimpé à 5,2 pour 100 en juillet par suite de l'arrivée sur le marché de 6,634 nouvelles unités de logement. Il s'agit de la hausse la plus importante enregistrée au cours des 10 dernières années.

En conférence de presse hier, le président de la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPFO), M. André Des Rochers, a déploré que constructeurs et prêteurs n'aient pas tenu compte de l'appel à la prudence lancé plus tôt par l'organisme. "Il était possible de prévoir une telle situation dès le printemps dernier, a déclaré M. Des Rochers. Chez les prêteurs hypothécaires, l'abondance de fonds disponibles leur a fait oublier la réalité."

Lire A-2, LOGIS
AUTRES INFORMATIONS À LA PAGE A-2



CJMF-FM DÉTRÔNE LA STATION CHRC

◆ CJMF-FM, avec ses 396,200 auditeurs, vient de passer devant CHRC en première position des stations de radio de la région. C'est la première fois à Québec qu'un FM se retrouve en tête en fonction du nombre d'auditeurs qui ont écouté la station au moins un quart d'heure par semaine. A CHRC, qui a quand même une moyenne de 391,000 auditeurs, pas de panique et André Arthur maintient une moyenne de 107,600 le matin pour conserver sa première position.

Page B-9



André Arthur

LÉVIS AU PASSÉ ET AU PRÉSENT



LÉVIS A 125 ANS

◆ Notre série estivale, "Québec au passé et au présent" prend fin aujourd'hui, par un coup de chapeau à l'aimable voisin d'en face Lévis. Le moment est d'autant plus opportun que cette ville célèbre, cette année, ses 125 ans d'existence. Notre journaliste Monique Duval a rencontré le maire de Lévis, M. Vincent F. Chagnon (notre photo), qui se dit fier de sa ville et de ce qu'elle est devenue. "Une ville qui a su se développer tout en demeurant fidèle à la foi et à l'idéal de ses pionniers."

Page B-1

SOMMAIRE

- Annonces classées C-6 à C-12
- Arts B-7 à B-11
- Bandes dessinées C-5
- Crayons de soleil C-5
- Décès C-12 et C-13
- Dossiers B-5
- Economie C-1 à C-4
- Editorial B-4
- La région B-2 et B-3
- Le monde B-6
- Mot mystère C-12
- Mots croisés C-11
- Où aller à Québec A-14
- Votre page B-4

METEO



Ciel variable avec possibilité d'averses. Maximum de 15. Demain: peu de changement.

Détails, page C-6



Des boîtes contenant des rations alimentaires d'urgence, arrivées mardi à l'aéroport de Bamenda, seront distribuées aux survivants.

Les rescapés retournent dans les villages, malgré le danger

♦ **SOUBOUM, Cameroun** (AFP, Reuter, AP) - Même s'ils ont été avertis que la nourriture et l'eau pouvaient être encore contaminées, les survivants de la catastrophe du lac de Nyos ont commencé hier à retourner dans leurs villages.

"Il nous est impossible de retenir les gens," a déclaré le général James Tataw qui dirige les opérations de nettoyage dans le secteur sinistré situé à 400 km de la capitale du Cameroun, Yaoundé.

"Les villageois veulent protéger leurs biens," a-t-il expliqué. "D'autres sont des parents de victimes qui veulent manifester leurs droits sur les propriétés des morts."

Hier, les soldats camerounais n'ont fait aucun effort pour les empêcher de passer, même si les autorités du pays soutiennent toujours que l'eau et les aliments dans les villages touchés sont probablement encore contaminés.

La quasi-totalité des morts ont déjà été enterrés, le plus souvent au pied des cases où ils ont été retrouvés. Cependant, quelques cadavres en état de décomposition ont encore été découverts hier.

Le souci des autorités est désormais d'ensevelir rapidement les milliers d'animaux qui ont péri, et dont les charognes en putréfaction font courir des risques d'épidémies, d'autant que la saison des pluies a commencé et que les ruissellements peuvent véhiculer des germes pathogènes dans toute la région. Des tonnes de chaux vive sont acheminées sur les lieux.

Les blessés ont été transportés dans les hôpitaux des villes les plus



Les occupants de cette modeste case de Souboum sont tous morts jeudi.

proches. Ils souffrent pour la plupart de troubles respiratoires dus aux gaz acides qu'ils ont inhalés, et les médecins tentent de prévenir les complications pulmonaires et les pneumonies.

Des dizaines de blessés sont également soignés dans un hôpital de campagne installé par l'armée camerounaise à Souboum, l'un des trois villages les plus touchés.

D'autre part, un pont aérien a été organisé pour acheminer jusqu'à Bamenda, capitale de la région sinistrée, les abris, la nourriture et les vêtements nécessaires à la population évacuée après la catastrophe - quelque 20.000 personnes, selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés.

Une aide spontanée est fournie par les populations que la catastrophe a épargnées. Des entreprises et de simples citoyens apportent des médicaments, des vêtements et des vivres au général James Tataw, chef d'état-major de l'armée de terre camerounaise, qui, à la tête de 2.000 hommes, coordonne les secours sur le terrain.

Des équipes de spécialistes - médecins, chimistes, vulcanologues - de diverses nations ont gagné les lieux du sinistre: ils doivent déterminer les causes précises de la catastrophe et évaluer le risque de la voir éventuellement se reproduire à court terme.

Le vulcanologue François Leguern, du Centre National français de Recherche Scientifique (CNRS), a

survolé le lac de Nyos, et pour lui il ne fait guère de doute que la catastrophe est née de l'explosion d'une vaste poche de gaz concentrés sous le lac. Le fracas de l'explosion a été entendu à 80 km à la ronde, et c'est ensuite qu'un nuage toxique s'est répandu autour du lac.

Selon le vulcanologue français, il s'agit essentiellement de gaz carbonique: en effet, un village situé plus en altitude que les autres a été épargné, ce qui tend à indiquer que le gaz toxique ne pouvait pas s'élever car il était plus lourd que l'air - comme le gaz carbonique, précisément.

Mais on envisage aussi la présence d'hydrogène sulfureux - gaz tout aussi dangereux - dans la nappe toxique. Les rescapés disent en effet avoir senti une "odeur d'oeufs pourris" - caractéristique de ce fluide. En outre, un chercheur du Centre Géographique National du Cameroun a rappelé que l'hydrogène sulfureux avait sans doute été à l'origine d'un sinistre du même genre survenu en août 1984 dans la région de Foubot, à l'ouest du pays.

Au demeurant, selon les experts, les gaz d'origine volcanique constituent toujours un "cocktail": le gaz carbonique se serait donc, à Nyos, combiné à l'hydrogène sulfureux. Pour tenter d'en avoir le coeur net, les autorités vont faire autopsier les corps de plusieurs victimes, qui seront transportés à Yaoundé par avion.

Un survivant: "J'avais l'impression d'être ivre"

♦ **NYOS, Cameroun** (AFP) - Une forte détonation, une vague de chaleur, une odeur âcre d'oeuf pourri, puis la mort a saisi presque instantanément la plupart des êtres vivants, hommes et animaux, de la région du lac Nyos (nord-ouest du Cameroun) qui ont succombé jeudi soir aux gaz toxiques d'origine volcanique, selon divers témoignages recueillis sur place.

Dans le village le plus proche du lac, celui qui porte le même nom, les habitants ont été retrouvés dans leur lit, dans ou devant leur case. Ils n'ont pu esquiver que quelques gestes avant de tomber en syncope, indiquent les témoignages des sauveteurs qui ont enseveli les cadavres.

Quelque 700 habitants, tous agriculteurs et petits éleveurs, coulaient ici des jours tranquilles dans ce village aux cases harmonieusement réparties, séparées par des futaies de caféiers et de bananiers. Aujourd'hui, Nyos est mort, désespérément mort.

Un peu plus loin, Cha et Souboum ont été également terriblement frappés par la catastrophe.

Leurs habitants ont, semble-t-il, eu le temps de réagir, du moins pendant quelques instants. Beaucoup de cadavres ont été retrouvés, qui une torche électrique à la main, qui déjà sur la route pour tenter de fuir un danger diffus, dans un réflexe de survie.

Les rescapés ont vu l'ombre de la mort passer sur leur village, leur maison, frapper leur famille et leurs voisins, tandis qu'ils étaient miraculeusement épargnés. C'est le cas de cet homme, âgé d'une cinquantaine d'années qui a entendu la déflagration et senti une forte chaleur. "J'avais l'impression d'être ivre", dit-il.

Inquiet pour sa famille, il est sorti de sa case et a vu sa femme étendue sur le sol. L'un de ses fils a couru vers elle puis est tombé comme une masse. Lui-même a senti son côté gauche se paralyser: "J'ai pris un autre de mes enfants avec ma main droite encore valide et je suis rentré dans la case pour le mettre à l'abri. En me retournant, j'ai vu d'autres femmes tomber à terre".

Mesures en faveur des sinistrés

♦ **PARIS** (AFP, CP) - Plusieurs pays ont annoncé hier des mesures en faveur des sinistrés du nord-ouest du Cameroun après les émanations de gaz qui y ont fait plus de 1.500 morts.

Le Canada déjà donné \$50.000 à la Croix-Rouge et a demandé au gouvernement du Cameroun de préciser ses besoins les plus pressants. De son côté, l'ACDI, l'agence fédérale pour le développement international, a fait savoir qu'elle consacrerait \$25.000 pour expédier des vivres et des médicaments.

D'autre part, la Croix-Rouge internationale a lancé un premier

appel en faveur de la région dévastée. Au Canada, les dons peuvent être envoyés aux bureaux locaux de la Croix-Rouge ou au bureau national de Toronto.

A Washington, le département d'Etat a annoncé que \$250.000 US avaient été débloqués. En réponse aux demandes du Cameroun, les Etats-Unis vont acheminer de l'assistance technique, des tentes, des vêtements spéciaux, des détecteurs de gaz ainsi que de la nourriture. Une équipe de médecins américains doit arriver mercredi au Cameroun et un groupe de scientifiques y est attendu jeudi.

A Bruxelles, la Commission européenne a débloqué hier 150.000 écus (\$190.000). Selon un porte-parole, la moitié de cette somme permettra dans un premier temps de financer partiellement une opération d'aide conjointe de la CEE avec le gouvernement et la Croix-Rouge espagnols.

A Bonn, la Croix-Rouge ouest-allemande a débloqué une aide de 200.000 DM (\$140.000) sous forme de 400 tentes et 10.000 couvertures de laine. Cette aide doit être acheminée le week-end prochain par un avion du ministère des affaires étrangères de Bonn.

DROGUE (suite de la première page)

une caisse en bois devant contenir des effets personnels.

La découverte n'a pas été rendue publique auparavant, à la demande de la GRC qui craignait que l'annonce trop rapide nuise à l'enquête.

Les autorités douanières af-

firmant, par ailleurs, avoir saisi 475 kilos de haschisch d'une valeur de \$7,8 millions de dollars canadiens au cours d'une série de descentes effectuées durant les mois de juillet et août dans des entrepôts de la région montréalaise.

SONDAGE GALLUP

Garde des enfants en bas âge

Les parents devraient en assumer tous les frais

♦ Le Groupe d'étude sur la garde des enfants qui doit déposer son rapport à la Chambre des communes en novembre aura de la difficulté à délimiter les besoins et les coûts à la satisfaction du grand public.

Interrogés à ce sujet par Gallup au début du mois d'août, presque la moitié des Canadiens (48 pour 100) ont dit que dans les cas où les deux parents travaillent en dehors du foyer, ceux-ci devraient assumer les frais de garde. Par contre, un peu moins de répondants (41 pour 100) pensent que ces coûts devraient être partagés entre les parents et le gouvernement, tandis que 8 pour 100 seulement croient que l'Etat devrait assumer entièrement les frais de garde des enfants.

C'est en Colombie-Britannique que l'on trouve le nombre le plus élevé (68 pour 100) de personnes qui pensent que les parents travaillant à l'extérieur du foyer devraient être entièrement responsables de la garde de leurs enfants en bas âge, alors que ce nombre est beaucoup moins élevé au Québec (33 pour 100).

Les Canadiens de 50 ans et plus - une catégorie de citoyens qui a sans doute assumé la responsabilité de leurs propres enfants - sont beaucoup plus enclins à penser que cette tâche revient aux parents (58 pour 100), que ceux dans la trentaine et la quarantaine (46 pour 100) ou les plus jeunes (39 pour 100).

Même si les divergences d'opinions sont moindres chez les personnes de sexe opposé, les hommes sont un peu plus enclins que les femmes à penser que cette responsabilité incombe aux parents travaillant à l'extérieur.

La question posée était la suivante: "Lorsque les parents d'enfants en bas âge travaillent tous deux à l'extérieur, croyez-vous que les coûts de services de garderies dont bénéficient leurs enfants devraient être assumés entièrement par les impôts gouvernementaux, entièrement par les parents, ou en partie par les impôts gouvernementaux et en partie par les revenus des parents?"

	Impôts du gouvernement	Revenus des parents	En partie des deux	Ne pas vent pas
NATIONAL	8%	48%	41%	3%
Hommes	9	51	37	2
Femmes	7	45	44	4
Atlantique	11	46	44	-
Québec	14	33	45	7
Ontario	4	54	41	2
Prairies	9	49	40	2
Colombie-Britannique	5	68	26	1
18 à 29 ans	12	39	47	2
30 à 49 ans	8	46	43	3
50 ans et plus	5	58	33	5

Des résultats de ce sondage mené du 7 au 9 août proviennent d'interviews au domicile de 1 029 personnes âgées de 18 ans et plus. Un tel échantillon est précis à quatre pour 100 près, 19 fois sur 20.

SEIN (suite de la première page)

Même si leurs effets varient d'un individu à l'autre (selon les antécédents familiaux ou médicaux) et selon leur nature (animales ou végétales, saturées ou non) les graisses sont des agents du cancer du sein, probablement en modifiant le taux de certaines hormones (la prolactine pour le sein) qui jouent un rôle dans la multiplication des cellules dont l'amas finit par former un tumeur, a rapporté le médecin canadien.

Un taux de 10.3 pour cent d'inoccupation des logements à Charlesbourg

Ralph Mercier doute des statistiques

♦ Le maire de Charlesbourg met sérieusement en doute les statistiques publiées hier par la Corporation immobilière de Québec voulant que le taux d'inoccupation des immeubles de plus de six logements atteigne 10.3 pour 100 dans sa ville, surtout à une période où la demande connaît une forte croissance et que les promoteurs sont fort désireux d'investir.

par Marcel COLLARD

Au cours d'une entrevue téléphonique, hier, M. Ralph Mercier a déclaré qu'il s'interrogeait sur ces statistiques qui démontrent que le taux d'inoccupation est passé de 0,5 pour 100 en avril 1986, pour atteindre 10,3, trois mois plus tard.

Selon le maire, il faut admettre qu'il semble de plus en plus difficile de louer les sous-sols, habituellement plus humides, un facteur pouvant influencer les statistiques et que de plus en plus de couples âgés ont tendance à vendre la maison unifamiliale pour aller vivre dans un logement en copropriété.

"Il se peut, a-t-il ajouté, que les auteurs du rapport de CORPIQ aient préparé les statistiques au moment où les chantiers sont en voie de parachèvement et avant que les certificats d'occupation soient émis.

LA QUOTIDIENNE
(Tirage du 27 août)

1-2-1
0-2-1-5

6/49

7-11-18-33-38-40
(complémentaire:32)

Théorie batouée

Jusqu'ici, le monde médical a toujours cru que plus une femme était jeune, plus ses chances de survivre à un cancer du sein étaient bonnes. Deux études, menées par l'université Stanford de Californie et l'Hôpital universitaire d'Uppsala, en Suède, ont déterminé que c'étaient les femmes âgées de 45 à 49 ans qui résistaient le mieux à ce type de cancer. L'enquête améri-

caine a porté sur 12.994 personnes tandis que l'étude suédoise a porté sur 57.068 femmes, soit 98 pour 100 des cas de cancer du sein en Suède de 1960 à 1978.

Les deux études arrivent à ses résultats concordants. Les chances de survivre pendant cinq ans sont de 63 pour 100 pour les moins de 30 ans, de 76 pour 100 pour la tranche 45-49 ans, de 64 pour 100 pour les 55-59 ans et de 58 pour 100 pour les

plus de 80 ans, indique l'étude suédoise.

Selon les chercheurs, la croissance des tumeurs cancéreuses sur les seins est souvent influencée par les hormones naturelles des femmes, notamment l'oestrogène dont la production diminue à partir de la ménopause. Le risque chez les jeunes serait augmenté par les sécrétions hormonales durant les grossesses, qui favoriseraient la croissance de tumeurs.

LOGIS (suite de la première page)

Selon M. Des Rochers, la situation actuelle provoquera presque à coup sûr une éventuelle stabilisation dans les loyers "mais certainement pas une diminution."

Pour l'investisseur, la situation risque de s'assombrir davantage au cours des prochains mois. En tenant compte des chantiers déjà en marche et des projets de construction déjà annoncés, M. Des Rochers s'attend à ce que le taux d'inoccupation soit porté à 7 pour 100 en octobre prochain.

Cette situation, reconnaît la CORPIQ, avantagera les locataires qui n'auront que l'embarras du choix. Il en sera tout autrement pour les propriétaires immobiliers. "Les nouvelles conciergeries seront les plus durement touchées, prédit M. Des Rochers. Déjà, certains immeubles neufs éprouvent des difficultés à recruter des locataires."

Selon l'organisme, le Québec métropolitain ne peut guère absorber plus de 3.000 nouvelles unités de logement par année. Or, depuis deux ans, 12.000 habitations nouvelles sont arrivées sur le territoire. Au cours des cinq dernières années, c'est 24.000 unités de logement (unifamilial et multifamilial) qui ont été ajoutées à ce même parc immobilier.

Charlesbourg
Ce sont les propriétaires du secteur Charlesbourg-Orsainville qui seraient les plus durement frappés actuellement. En moins de quatre mois seulement, le taux d'inocupa-

tion est passé de 0,5 pour 100 à 10,3 pour 100.

Cette révélation survient au moment même où des investissements majeurs sont annoncés dans le secteur immobilier à Charlesbourg.

A l'opposé, c'est encore à Sainte-Foy que les logements disponibles se font moins nombreux. Trois logements sur 100 attendent actuellement de nouveaux occupants alors qu'ils étaient pratiquement tous remplis en avril dernier. Le taux d'inoccupation n'avait

d'autres en chantier, à l'automne" a ajouté M. Mercier. Il cite l'annonce faite cette semaine par Préco Inc. (200 logements en copropriété) et le projet de Dan Construction d'en construire 79, après avoir terminé la construction de 64 maisons par unités de cinq et six.

pas atteint un tel niveau depuis plusieurs années à Québec. Les statistiques de juillet 1983 indiquaient un taux de 7,1 pour 100. "Le problème était différent à l'époque, rappelle André Des Rochers. Nous vivions alors avec des problèmes économiques et une concentration de ménages. Aujourd'hui, nous parlons plutôt de surabondance de logements."

La Corporation des propriétaires immobiliers du Québec estime que le taux normal d'inoccupation devrait se situer aux environs de 3 pour 100.

Evolution du taux d'inoccupation des logements dans le Québec métropolitain

♦ Voici un tableau montrant l'évolution du taux d'inoccupation des logements dans les différents secteurs du Québec métropolitain.

	Avril 86	Juil. 86	Variation
Cap-Rouge	0,0%	7,6%	+7,6
Dubergier, Les Saules	2,3%	4,2%	+1,9
Loretteville et Ancienne-Lorette	3,8%	6,2%	+2,4
Neufchâtel	2,1%	9,2%	+7,1
Charlesbourg et Orsainville	0,5%	10,3%	+9,8
Beauport, Giffard et Courville	0,9%	3,7%	+2,8
rive Sud	2,0%	9,7%	+7,7
Sainte-Foy	0,3%	3,0%	+2,7
Pointe de Sainte-Foy	0,9%	4,0%	+3,1
Québec haute ville	1,2%	4,0%	+2,8
Québec basse ville et Vanier	1,1%	4,3%	+3,2



ALAIN BOUCHARD

Versatile

♦ A Lauzon, le bar Lorraine est juste en face du chantier de la Davie... on dit maintenant Versatile Davie, mais hier, c'était X Davie et demain, ce sera Y Davie, donc contentons-nous de Davie. Il est fermé, le bar Lorraine, actuellement. Et, dans la vitre, c'est écrit "Ouvert bientôt".

Les 2,000 chômeurs de la Davie aimeraient bien que le bar Lorraine soit le thermomètre de leur chantier. Comme ça, "Ouvert bientôt" pourrait générer de l'espoir. Et pour les journalistes, ça pourrait faire une belle petite histoire "cute" à glisser dans leurs reportages. Mais ce n'est pas le cas. Le bar Lorraine, explique les gars de la Davie, appartient à un bonhomme riche qui l'ouvre et qui le ferme au gré de son humeur, sans vraiment regarder de l'autre côté de la rue, si on construit des bateaux ou pas.

Donc, les chômeurs-piqueteurs doivent se faire un autre cinéma. Et ce qui marche très fort, de ce temps-ci, à l'entrée du chantier, c'est le petit collant rouge et blanc: "Ensemble, on ira loin avec le B.S." Ils ont choisi d'en rire... maintenant qu'il ne leur reste plus une lame à verser. Certains sont à pied depuis plus d'un an, la réserve est épuisée.

"Quand ça fait 22 ans qu'on travaille sur un chantier, confie un monteur de plaques, on ne croit jamais qu'on pourra un jour se retrouver dans la rue aussi longtemps".

Divorce, il a dû couper la pension qu'il versait à son ex-femme. Elle a trois enfants sur les bras et fait partie, elle aussi, de ceux qui, "Ensemble, iront loin avec le B.S." Tout ce qu'il pourrait encore lui donner, c'est sa vieille minoune brune ou ses bottes gris Elvis. Et pas sûr qu'elle les prendrait.

"À une certaine époque, raconte un soudeur de 56 ans, on pouvait choisir son chantier et quasiment sa job, tellement il y avait de l'ouvrage, en construction navale. J'ai lâché la Davie, durant trois, quatre ans, pour aller travailler à Sorel, entre autres, et je suis revenu prendre ma job, à Lauzon. Maintenant, tout est mort. Et il n'y a pas d'alternative, pour des gars comme nous autres, dans une région de fonctionnaires. À Québec, ça soude pas fort."

En-dedans

Drôle de piquetage que font les gars de la Davie. Drôle de piquetage parce qu'ordinaire, on fait du piquetage pour obtenir un contrat de travail et qu'ils en ont un, juste, un contrat de travail.

"Ils font du piquetage parce que c'est leur chantier, explique un gardien de sécurité. Ils font du piquetage parce qu'ils refusent de s'en séparer. Y a pas de danger qu'ils brisent quelque chose. Au contraire. S'il fallait, par exemple, qu'un feu éclate, vous les verriez descendre la côte d'un seul coup. Pas une barrière au monde ne les empêcherait d'aller l'éteindre.

Sur la ligne de piquetage, chaque jour, à midi, apparaissent deux bonshommes en salopettes sales, coiffés du petit bonnet typique des gars d'usine. Ce sont Claude Vallée et André Frangello. Ils font partie de la centaine qui travaillent encore, en dedans. Ils vont passer leur heure de diner avec les chums, dehors.

"C'est pas plus vivable, en dedans qu'en dehors, dit l'Italien Frangello. On m'a callé pour 10 jours, imaginez donc. Juste pour le radoub. C'est pas plus vivable, en dedans, parce qu'on ne sait pas ce qui nous pend au bout du nez. Et parce que les gros des gars sont dehors. On n'a pas envie de rire."

L'Italien ne se contente pas de venir sur la ligne, sur son heure de diner: il y vient aussi, le week-end.

Mardi, on a permis à deux députés libéraux fédéraux de visiter le chantier naval; on l'a interdit aux journalistes. Le chef de la sécurité m'a dit: "C'est pour des questions de confidentialité. Nos clients n'aimeraient pas savoir qu'on fait voir leur bateau au monde." Bien sûr que des députés de l'opposition, c'est moins "dangereux" que des journalistes...

En anglais, versatile veut dire: doué, universel. En français: changeant, inconstant.

C'est pour ça que la compagnie dit "Versatile Davie" et les employés "Versatile Davie".



C'est dans ce fossé que l'on a découvert, mardi, le corps du jeune Steve Mandeville, 11 ans, à Saint-Antoine-sur-le-Richelieu. En médaillon, sa mère Ginette.

Comparution ce matin

Un ex-instructeur de hockey soupçonné du meurtre du jeune Steve Mandeville

MONTREAL (PC) — Un homme de 39 ans, de Contrecoeur, doit comparaitre ce matin en Cour de sessions de la paix, à Sorel, relativement à la mort du jeune Steve Mandeville, 11 ans, retrouvé assassiné, mardi, à Saint-Antoine-sur-le-Richelieu.

Il sera vraisemblablement accusé de meurtre au premier degré.

Les enquêteurs de la Sûreté du Québec ont identifié hier soir le suspect comme étant André Charest, de Contrecoeur. L'homme serait un ancien instructeur de Hockey Pee Wee, à Contrecoeur. Selon les policiers, il demeurerait à proximité de la résidence des Mandeville, à Contrecoeur.

Charest avait été interrogé dans la journée de mardi par des enquêteurs. Divers renseignements ont permis aux policiers de procéder par la suite à son arrestation.

L'individu avait été interpellé hier, vers 19h, à Vaudreuil, à l'ouest de Montréal, par des enquêteurs de l'Unité des crimes contre la personne de la Sûreté du Québec qui le filaient depuis Hull, où il avait participé à une réunion de la Sidbec-Doosco dont il est un employé.

Autopsie

Les résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps ont confirmé que l'enfant avait été étranglé à l'aide

d'un fil de téléphone.

Il a eu la colonne vertébrale fracturée. Des marques retrouvées sur l'abdomen et le dos auraient peut-être été faites lorsque l'enfant a été jeté dans le fossé. L'examen pathologique n'a révélé aucune trace apparente d'agression sexuelle.

D'autres analyses seront effectuées sur les vêtements de l'enfant afin de retrouver des indices pouvant être reliés à l'assassin.

Quand au suspect, originaire de Shawanigan, il aurait déjà eu maille à partir avec la justice à la fin des années 60, au sujet de crimes contre la propriété. Il a dû purger une peine de trois ans de prison en 1972 pour vol.

Maurice Mandeville, père de Steve, âgé de 11 ans, pleurait au moment où il parlait de son fils, hier, perdu dans des circonstances accablantes.

"Je passais l'hiver avec lui. Maintenant, je repars à zéro. C'est un hiver terrible en perspective qui s'en vient".

Au cours d'une brève entrevue avec un quotidien de Montréal, les parents ont montré toute leur affliction à la suite de cette mort brutale.

"C'est ma fille qui m'a appris que Steve avait reçu un coup de téléphone, vers 19 heures", a

déclaré la mère, Ginette. "Steve lui a dit: "Mon ancien instructeur veut me voir. Il a une surprise pour moi".

Mme Mandeville dit n'avoir eu aucun doute sur le terrible événement qui se préparait. "A notre avis, c'était normal que son instructeur l'appelle, car la saison de hockey s'en vient".

"Mais comme il rentrait à la maison toujours avant 21 heures, j'ai commencé à m'inquiéter sérieusement vers 21h30. L'idée d'une fugue ne m'a jamais traversé l'esprit. Steve n'en a jamais fait et nous étions profondément attachés", ajoute-t-elle.

"J'ai commencé par appeler plusieurs de ses amis, mais personne ne l'avait vu. J'ai su, par la suite, qu'il avait rencontré son ancien instructeur de hockey, mais celui-ci lui a dit ne pas l'avoir appelé", a ajouté Mme Mandeville qui a trouvé refuge, à un certain moment, dans les bras d'une parente, tellement l'émotion l'étreignait.

M. Mandeville était très fier de son fils. "Steve adorait le sport et particulièrement le hockey, qui était toute sa vie. Je ne crois pas qu'il avait le talent suffisant pour faire du hockey une carrière, mais il ambitionnait de devenir professeur d'éducation physique", déclare-t-il.



En raison de l'affluence de mardi, les participants à l'Info-Jeu du pavillon du Québec, à l'Exposition provinciale, ont dû faire la queue pour réclamer leur prix.

L'Info-Jeu connaît encore un succès éclatant, cette année

♦ Institué, il y a trois ans, comme mode d'information, l'Info-Jeu du pavillon du Québec, à l'Exposition provinciale, connaît, cette année encore, un éclatant succès, et il suffit d'un peu de soleil pour que réapparaissent les longues files d'attente pour réclamer le prix gagné.

par Jean-Claude PAQUET

Il s'agit d'un jeu-questionnaire qui met à contribution les connaissances des citoyens sur divers programmes ou services offerts par différents ministères ou organismes gouvernementaux.

A leur entrée au pavillon, les visiteurs désireux de participer à

l'Info-Jeu se voient remettre un carton sur lequel sont inscrites cinq questions auxquelles ils doivent répondre par vrai ou faux. Pour ceux qui ne connaissent pas les réponses, ils peuvent quand même les obtenir en s'informant auprès des préposés dans les différents stands qu'on retrouve à l'intérieur du pavillon et qui représentent 17 ministères ou organismes participants.

L'année dernière, plus de 86.000 personnes sur les quelque 300.000 qui avaient visité le pavillon, ont participé à l'Info-Jeu, et de ce nombre, environ 44.000 prix avaient été remis à ceux qui avaient pu fournir cinq bonnes réponses. Les

prix offerts peuvent être un T-shirt, un stylo, un cahier à anneaux, un porte-clés, un macaron ou encore un cadeau surprise.

Dans la journée d'hier, les mauvais temps a été responsable d'une baisse importante des participants au jeu, mais le temps splendide qu'il a fait, mardi, a provoqué de longues files d'attente chez les gens qui avaient obtenu les cinq bonnes réponses nécessaires.

Pour le directeur du pavillon, M. René d'Anjou, l'Info-Jeu se révèle en même temps un excellent outil de travail pour mieux faire connaître au public les différents services gouvernementaux mis à sa disposition.

La 73: changer son nom passe après ses trous

♦ Le ministre des Transports, M. Marc-Yvan Côté, dit avoir suffisamment d'argent à dépenser pour "boucher les trous dans les autoroutes" sans avoir à payer aussi pour changer la signalisation, à la suite de l'adoption d'un nouveau nom.

par André FORGUES

Interrogé, hier, sur les démarches entreprises par le député libéral de Beauce-Nord, M. Jean Audet, pour faire changer le nom de l'autoroute 73, baptisée Robert-Cliche, il y a quelques années, en autoroute de la Beauce, M. Côté a montré beaucoup de froideur face à ce projet.

Le député Audet a demandé à la Commission de toponymie de se pencher sur cette question, révélait, hier, LE SOLEIL, démarche qui a suscité des réac-

tions négatives chez un certain nombre de Beaucerons.

M. Côté croit, quant à lui, que c'est aux gens de la Beauce qu'il revient d'indiquer leur préférence. Si jamais la commission recommande à son ministre de changer le nom de l'autoroute, M. Côté aura à trancher et affirme qu'il le fera en considérant sérieusement les implications financières d'un changement, surtout dans le contexte actuel de restrictions budgétaires.

Les recommandations de la Commission de toponymie amènent souvent des frais importants au ministère des Transports, signale M. Côté qui ajoute qu'il sera "très intéressé" de voir les recommandations que lui fera à ce sujet le comité présidé par le député de Matapédia, M. Henri Paradis, qui se penche justement sur cette question de la signalisation.

Le projet du député Jean Audet fait jaser

♦ SAINT-JOSEPH - Le projet du député libéral de Beauce-Nord à l'Assemblée nationale, M. Jean Audet, de faire changer le nom de l'autoroute Robert-Cliche pour celui d'autoroute de la Beauce, n'a pas fini de faire jaser.

par Paul-Henri DROUIN

La plus récente réaction à une consultation, faite par la Commission de toponymie du Québec, est celle du conseil des neuf maires de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière qui, à l'unanimité, lors d'une réunion tenue mardi soir, s'est opposé au changement de nom dont le parcours se prolonge de Charny jusqu'à Sainte-Marie, soit un peu plus de 40 kilomètres.

Le seul commentaire qui a été justifié pour une telle prise de position, a indiqué au SOLEIL, M. Benoit Chevalier, coordonnateur de l'aménagement à la MRC, c'est que l'autoroute Robert-Cliche ne traverse pas uniquement la Beauce.

Et dire qu'aux réunions des conseils municipaux longeant l'autoroute Robert-Cliche, certains d'entre eux s'étaient prononcés pour un changement, dont les municipalités de Saint-Lambert et de Breakeyville.

MRC Nouvelle-Beauce

À l'automne 1984, la MRC Nouvelle-Beauce, dans son schéma d'aménagement, recommandait que la route porte le nom de la Beauce, ce qui a été entériné dernièrement par le conseil des maires, a indiqué au SOLEIL le préfet, M. Pierre-Maurice Vachon.

La raison d'une telle décision, a déclaré M. Vachon, c'est que les maires ont été unanimes à prétendre qu'une route ne doit pas porter le nom d'une personnalité mais être identifiée par la région.

Charny

On ne voit pas aucun motif valable de changer le nom de l'autoroute Robert-Cliche puisqu'en matière de toponymie, on cherche toujours à trouver des noms pour honorer la mémoire de personnes qui ont joué un rôle important dans la société.

C'est ce qu'a déclaré, hier, au SOLEIL, le conseiller André Lachance, président de la commission de consultation de toponymie de la ville de Charny, en ajoutant que "si l'on voulait réellement coller cette route à une réalité topographique, on parlerait de l'autoroute de la Chaudière".

M. Lachance considère qu'il est autant important de rappeler la mémoire de Robert Cliche que celle de Pierre Laporte.

Sainte-Marie

Le maire Pierre-Maurice Vachon a mentionné que la seule raison fondamentale qui a amené unanimement les membres de son conseil municipal à être pour un changement de nom, c'est que dans l'usage courant et popula-

re une autoroute ne porte pas le nom d'une personnalité mais identifie plutôt une région.

"On ne veut cependant pas insulter la mémoire du regretté Robert Cliche et nous sommes prêts à travailler avec son fils, Me Nicolas Cliche, pour donner le nom de son père à un édifice important de Saint-Joseph, et pourquoi pas le palais de justice", a conclu le maire Vachon.

Saint-Lambert

Tout en admettant que les conseillers municipaux s'étaient prononcés unanimement pour un changement, le maire Joseph Stella, à la réunion du conseil des maires de la MRC des Chutes-de-la-Chaudière, s'est opposé au changement de nom de cette route. "J'ai jugé que Robert Cliche avait été un grand homme et célèbre tant au Québec qu'en Beauce.

M. Stella a expliqué qu'à la réunion de son conseil municipal, il n'avait pas eu à se prononcer.

Breakeyville

Pour les gens de l'extérieur et de l'endroit, le langage courant étant "on va en Beauce", c'est ce qui a poussé le conseil municipal à opter pour le changement de nom, a déclaré le maire Gilles Boutin.

Scott-Jonction

On a accepté un changement de nom pour pouvoir être mieux identifié selon la région, comme c'est le cas pour les autoroutes des Cantons de l'Est et des Laurentides, a indiqué le maire Gilles Langevin.

On n'en veut aucunement à la mémoire du regretté Robert Cliche mais nous sommes des Beaucerons et c'est de même qu'on nous identifie à l'extérieur de la région, a ajouté M. Langevin.

Saint-Isidore paroisse

Si l'on a opté pour un changement de nom, c'est que cette route, pour les gens de l'extérieur et ceux de Saint-Isidore, a toujours été reconnue comme étant l'autoroute de la Beauce même si elle est identifiée comme étant l'autoroute Robert-Cliche, a déclaré le maire Yves Larochelle.

Taschereau-Fortier

"Nous n'avons aucune discrimination à l'égard du regretté Robert Cliche, mais si l'on a accepté de changer le nom de l'autoroute Robert-Cliche pour celui d'autoroute de Beauce, c'est que ça correspond davantage à l'identification de notre région, a indiqué le maire Bertrand Lord."

De plus, les gens de l'extérieur de notre région sont portés à dire "on va en Beauce", a conclu M. Lord.

Ailleuls

Malgré les efforts effectués par LE SOLEIL, il a été impossible d'obtenir les commentaires des maires Arthur Roberge, de Saint-Jean-Chrysostome, et Normand Henri, de Saint-Etienne-de-Lauzon.

L'Info-Jeu

PLACEMENT LAURIER MAIL NCRD 656 8414
PLACE FLEUR DE LYS 529 0156
2670 DALTON, STE.FOY, 858-4200

BUREAU
30" x 60"
gris, blanc, chêne

249⁹⁵

BUREAU ÉTUDIANT
24" x 42"
gris, blanc, chêne

149⁹⁵

CHAISE STENO
choix de couleurs

59⁹⁵

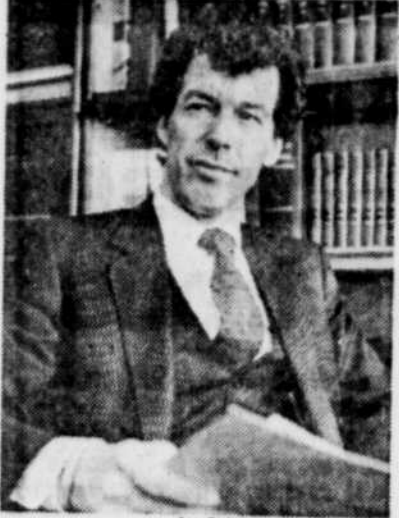
CLASSEURS ÉCONOMIQUES
26" profondeur, avec serrures

2 tiroirs **129⁹⁵**
4 tiroirs **219⁹⁵**

CHAISE POSTUR-TECH
choix de couleurs

149⁹⁵

Livraison gratuite dans tout le Québec Métro.



Le Soleil, André Pichette
Selon Me Michel Babin, les procureurs de la Couronne du Québec sont mal payés comparativement à d'autres professionnels.

Pour protester contre leur bas salaire et leurs mauvaises conditions de travail Les procureurs de la Couronne du Québec n'accepteront plus de dossiers de meurtres

♦ Faut de temps et de moyens mis à leur disposition, les procureurs de la Couronne du Québec, ne pourront plus accepter de dossiers de meurtre, a annoncé hier Me Michel Babin.

par Louise LEMIEUX

Cette mesure est la dernière prise par les procureurs de la Couronne pour protester contre leur bas salaires et leurs mauvaises conditions de travail.

Une deuxième journée d'étude est prévue pour le 3 septembre, jour

de la rentrée judiciaire. Cette deuxième journée de grève des procureurs devrait être plus dérangeante que celle d'hier, prévoient les greffiers des sessions de la paix. Le 3 septembre, procès, enquêtes préliminaires ou comparutions sont prévus dans toutes les salles de cour des sessions de la paix du deuxième étage du palais de justice.

Parce que la cour des sessions de la paix filait hier sur son horaire d'été, la journée d'étude des procureurs n'a rien bouculé, ont constaté les greffiers. Les causes

se sont donc déroulées comme d'habitude dans les trois salles ouvertes des sessions de la paix. Et les quatre procureurs cadres ont suffi pour remplacer les collègues en journée d'étude.

Les procureurs cadres devront aussi se taper les dossiers de meurtres. Car les procureurs estiment manquer de temps pour s'en occuper.

Salaires trop bas

Prenons un exemple, a proposé hier Michel Babin, en conférence de presse, celui des honoraires payés aux différents acteurs du procès de l'ex-caporal Denis Lortie. Aux deux avocats de l'aide juridique, l'État a remis \$18,000 et \$12,000 d'honoraires. Les avocats de la Couronne ont, pour leur part, bénéficié d'un maigre salaire de \$2,745 pour ces six semaines de procès.

Quant aux six psychiatres, a

poursuivi Me Babin, leur titre de témoin-expert leur a valu chacun \$20,000 de rémunération.

Cet exemple illustre le mauvais traitement réservé aux procureurs de la Couronne, dit Me Babin. Comparativement à d'autres professionnels, ils sont sous-payés. Ils ne soutiennent guère, non plus, la concurrence avec les procureurs de la Couronne des autres provinces.

L'avocat fait parler les chiffres. Après cinq ans, le salaire du procureur de la Couronne du Québec s'élève à \$29,272. Son homologue ontarien gagne \$34,800, tandis que celui du fédéral reçoit \$42,730.

"Nous sommes prêts à accepter les 3.5 pour 100 d'augmentation, comme tous les autres fonctionnaires... mais à la condition que le gouvernement donne d'abord suite au rapport Rouleau et nous offre le rattrapage qui s'impose" a conclu Michel Babin.

Le rapport auquel fait allusion Me Babin est la conclusion d'une étude commandée par le gouvernement, présidée par Alfred Rouleau (décédé l'an dernier) et rendue publique en septembre dernier. Le rapport recommandait entre autres un rattrapage salarial des procureurs du Québec par rapport à ceux du fédéral et des autres provinces.

Au niveau personnel de soutien, les procureurs considèrent être peu gâtés. "Les secrétaires sont en majorité des occasionnelles. Elles apprennent le roulement du bureau, puis s'en vont six mois après" se plaint Me Babin.

Sans compter que même dans un procès aux assises, ils doivent eux-mêmes effectuer la recherche... après avoir passé la journée en cour et après avoir rencontré les témoins du lendemain. Trop, c'est trop, disent les procureurs.

Ordonnance de retour au travail pour les infirmières La requête en évocation prise en délibéré par le juge Letarte

♦ Le juge René Letarte de la cour supérieure a pris en délibéré la requête en évocation de l'ordonnance de retour au travail émise le 20 juin dernier, par le Conseil des services essentiels (CSE), à la suite d'une grève illégale des infirmières membres de la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec (SPIIQ).

Les procureurs de la fédération syndicale ont surtout insisté sur le fait que les dirigeants des six syndicats régionaux qui forment la fédération provinciale n'ont pas été convoqués assez tôt pour se faire entendre lors des audiences du CSE. Ils estiment que le Conseil des services essentiels a outrepassé ses pouvoirs en ne permettant pas aux dirigeants syndicales de faire connaître leur version des faits.

Pour sa part, le procureur du

CSE a fait valoir que des avis de convocation avaient été acheminés la veille au soir par l'intermédiaire d'un représentant de la Fédération des SPIIQ. Il a également plaidé l'urgence de la situation lors de l'arrêt de travail du 20 juin dans les hôpitaux, pour justifier l'intervention du conseil.

Les procureurs de la Fédération des SPIIQ ont d'autre part mentionné qu'un des enjeux de la contestation de l'ordonnance de retour au travail, était les mesures de réparation qui pourraient être imposées aux syndiquées qui ont débrayé.

Lors des audiences du CSE, les représentants patronaux avaient demandé qu'un dédommagement équivalent à la journée de travail perdue soit exigé à toutes celles qui ont fait la grève.



en special
cette semaine
chez Lippens

SPÉCIAUX SCOLAIRES

FEUILLES LIGNÉES
Hilroy
Format: 200
1.09

CAHIERS D'EXERCICES
Canada
4 cahiers
.89

CARTABLES 1''
Keystone
CP-456
1.39

RAMSES SENSITOL
Condoms lubrifiés et non lubrifiés. 12 + 3 gratuits
4.39

VANIA
Maxi-nuit (10) Protège-slip (30)
sans ce coupon 3.39
2.89

VANIA
Maxi-serviettes (30) Maxi-serviettes minces (30)
sans ce coupon 5.39
4.89

FREE HOLD
150 g
ULTRA RICH
Shampooing et conditionneur.
450 ml + 150 gratuits
2.99 ch.

VITAMINE E400
naturelle de LALCO.
Format: 100
5.49

KERI LOTION
580 ml **7.79**
ALPHA KERI
Huile 480 ml **7.19**

ROYAL GEL
24 ampoules
15.99

PLAYTEX
Sacs jetables
Format: 100
3.99

Q-TIPS
Format: 400 + 80 GRATUITS
2.69

Ces spéciaux sont en vigueur du 28 août au 7 septembre 1986 ou jusqu'à épuisement des stocks. Le texte prévaut en tout temps. Illustrations à titre indicatif seulement. Lippens se réserve le droit de limiter les quantités.

OUVERT
7 jours 7 soirs

SEULEMENT
GALERIES CHARLESBOURG
GALERIES DU SYNDICAT

Lippens

LES GALERIES CHARLESBOURG
8h à 2h du matin
4266, 1^{re} Avenue, Charlesbourg
623-1571

LES GALERIES DE LA CAPITALE
Mêmes heures que le centre commercial
5401, boul. des Galeries, Québec
627-5850

LES GALERIES DU SYNDICAT
8h à 22h
400, boul. Charest est, Québec
522-4791

L'ÉDUCATION

ça m'intéresse!

Québec

Guide de présentation des manuscrits
Étudiants, chercheurs, rédacteurs, plus besoin de couvrir à gauche et à droite. Le Guide de présentation des manuscrits regroupe en un seul ouvrage les règles concernant la rédaction, la disposition et la mise en pages des divers parties d'un manuscrit. Ministère des Communications 1984, 173 pages
9,95 \$

L'entretien d'un micro-ordinateur
Les propriétaires de micro-ordinateurs trouveront dans ce guide une mine de renseignements utiles sur le micro-informatique et son environnement. Ces renseignements concernent la santé de l'utilisateur, l'entretien préventif de différents appareils. Ministère de l'Éducation 1985, 20 pages EQG 223909
1,50 \$

Vocabulaire du micro-ordinateur
Vous hésitez entre logiciel et progiciel, entre banque de données et base de données. Pour une information à jour, simple, précise et parlante, consultez le vocabulaire anglais-français du micro-ordinateur. Office de la langue française 1986, 66 pages EQG 22498 D
3,95 \$

En vente dans nos librairies, chez nos concessionnaires, par commande postale et chez votre libraire habituel.
Les Publications du Québec
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

CTCUQ
Bureaux de services à la clientèle
Complexe Place Jacques-Cartier (rez-de-chaussée)
Place Laurier (mail est)
Renseignements téléphoniques
627-2511 de 7h à 21h30
(8h30 à 21h30, les samedi, dimanche et jours de fête)

Pour les travailleurs de la Versatile-Davie Escalade des moyens de pression

Les travailleurs de la Versatile-Davie ont entrepris, hier soir, une véritable escalade dans les moyens de pression, dans le but d'amener le gouvernement fédéral, Versatile Davie et CN Marine à signer le contrat de construction du second super traversier.

par Réjean LACOMBE

Quatre nouveaux moyens de pression ont été adoptés à l'unanimité par les quelque 400 travailleurs réunis dans un hôtel de Lévis. Pour la première fois également, les

épouses des membres ont participé à cette assemblée générale. Le président du syndicat (CSN), M. Robert Monette, a précisé que ces dernières seront appelées au cours des prochains jours à s'impliquer davantage dans ce dossier.

Entre temps, les travailleurs ont décidé dans un premier temps d'organiser une manifestation devant le bureau du ministre de l'Expansion industrielle régionale, M. Michel Côté, situé dans le Vieux-Port de Québec.

Par ailleurs, ils ont invité les organismes sociaux économiques de

la Rive-Sud à faire pression sur le gouvernement fédéral et sur la Versatile Davie, afin que le contrat de \$130 millions soit signé le plus rapidement. Ils ont également demandé que ces groupements appuient les moyens de pression que le syndicat entend mettre sur pied.

De plus, les syndiqués ont entériné la proposition faite lundi après-midi aux dirigeants de Versatile Davie par les membres du bureau de direction du syndicat à l'effet de tenir une réunion tripartite, gouvernement fédéral, Versatile Davie et syndicat, pour faire le point sur le dossier. Ils demandent

en outre que cette éventuelle rencontre se tienne devant les médias d'information.

De plus, les travailleurs ont résolu de créer, sur les principales artères de la Rive-Sud des postes d'information, dans le but de renseigner les citoyens de la région sur la situation à la Versatile Davie et la raison des moyens de pression. "Il y a encore des gens, de préciser M. Monette, qui croient que l'on est en grève. Nous ne sommes pas en grève. Nous sommes sans travail."

Finalement, les 2,300 travailleurs de la Davie ont décidé de faire signer une pétition, dans le but d'amener les autorités gouvernementales et les dirigeants de Versatile à signer le contrat de construction du super traversier.

Après l'occupation des bureaux administratifs de la Davie, la fin de semaine dernière, les syndiqués de la Versatile Davie ont décidé de donner un nouveau souffle à leurs moyens de pression. Il semble que

ce ne soit là que le début de l'escalade, puisque certains syndiqués ont fait directement allusion aux pressions qui pourraient être exercées auprès des autorités gouvernementales québécoises.

Tout au cours de la soirée d'hier, les travailleurs n'avaient pas tellement de fleurs à jeter au ministre Côté et au député conservateur de Lévis, M. Gabriel Fontaine. Toutefois, le président Monette a tempéré quelque peu l'agressivité de certains de ses membres, en disant qu'il était important dans le présent dossier d'aller chercher tous les appuis possibles.

"On est les otages du gouvernement fédéral et de Versatile Davie, de dire M. Monette. Pour une question de "piastres" on retarde les choses. Et, c'est une guerre que se livrent Versatile et le gouvernement. C'est pour cela que nos moyens de pression doivent s'exercer sur les deux parties."

Un syndiqué en a profité toutefois pour dénoncer la décision prise mardi dernier par le gouvernement

fédéral de verser une somme de \$14.1 millions au chantier maritime de Collingwood, en Ontario. "Le gouvernement fédéral, a-t-il lancé, joue avec nous autres."

Par ailleurs, le président du syndicat, M. Monette, a précisé qu'il n'avait reçu aucune communication de la part du ministre Côté concernant l'étude menée par les hauts fonctionnaires du gouvernement sur la situation financière de la Versatile Corporation qui administre Versatile Davie.

Pour sa part, la présidente du Conseil central de la CSN, Mme Nicole Mador, a indiqué que la centrale syndicale avait formulé des recommandations au gouvernement fédéral depuis 1961, afin que ce dernier se dote d'une politique maritime.

Tout en invitant les femmes et les compagnes des syndiqués à s'impliquer davantage dans le dossier, Mme Mador a indiqué que c'est par un esprit de solidarité que les travailleurs de la Davie feront triompher leur point de vue.

Les syndiqués gagnent de nombreux appuis

LAUZON - Quelque 40 maires, dirigeants de chambres de commerce, de conseils économiques et de divers organismes de la rive sud de Québec ont donné, hier soir, un appui unanime et ferme aux travailleurs du chantier maritime de Lauzon.

par Gilles PEPIN

Reunis au cégep de Lévis-Lauzon, sur l'invitation de la ville de Lauzon, ces représentants du secteur économique de la région ont décidé unanimement d'une mobilisation rapide pour que le gouvernement fédéral et la compagnie Versatile Davie résolvent immédiatement le différend qui les oppose.

C'est une question d'urgence, a

d'abord déclaré le maire de Lauzon, M. Laurent Samson, dont les propos ont été entérinés par tous les participants. "La situation confuse qui prévaut actuellement cause un préjudice grave aux travailleurs de même qu'à toute la région de Québec. C'est une situation dont le coût social est très élevé".

Ces intervenants réunis à Lauzon se sont quittés en se promettant de mobiliser leur organisme respectif pour que des requêtes soient acheminées dans les prochains jours au ministre Michel Côté et au président Don Challinor, insistant sur la nécessité que la construction du deuxième gros traversier de CN Marine débute dans les plus brefs délais.

SPÉCIAL DE LA RENTRÉE

ZENITH

data systems

La génération d'ordinateurs la plus avancée et perfectionnée qui soit.



INCROYABLE!

1995\$ Z-148 PC

FINANCEMENT SUR PLACE

- Compatible IBM PC
- 512 K ● 8088 5 mHz/8 mHz
- Sortie série parallèle ● Vidéo composite et RGB
- Supporte chips mémoire 256 k
- MS DOS 2.11.

MONITEUR INCLUS

Aussi modèle Z-200, compatible avec IBM-AT, 30% plus rapide, prix sur demande.

1 AN DE GARANTIE 100%

Centre d'ordinateurs

MICRO SELECT inc.

6780, 1re Avenue
Suite 150, Charlesbourg, QC

622-9000

VENTE — LOCATION — SERVICE — APPRENTISSAGE

SPÉCIAL EXPO

25% - 30% - 35%

SUR TOUTES LES PORTES EN MAGASIN
PORTES EN ACIER ISOLÉES RUSCO

ESTIMATION GRATUITE À DOMICILE

Portes Vanier Enr.

2017, 1re Avenue, Québec - 648-1006

Stationnement gratuit au 2100, 1re Avenue (garage Irving)

Garantie écrite de 10 ans

mobilia

Table à dîner en vetrolac
40" x 72" 649\$
Buffet 899\$. Disponible
en beige & bourgogne,
gris sur gris, et noir
laiton.
Chaise 215\$
Fauteuil 259\$



PLACE LAURIER, STE-FOY

Mall sud-ouest, 3e étage - 659-5542

(VOISIN DE LA BAIE)

Les ateliers de langues

Collège Saint-Charles-Garnier

1150, St-Cyrille ouest, Québec, Qué. G1S 1V7

Tél.: 681-0107, postes 46 ou 47



Importée de Finlande, pelisse style Chanel. Réversible, noire en mouton de Perse et soie solide ou taupe en nutria et popeline de coton. Tailles: 6 - 16 ans.

Salon Jade
Place Laurier
(mail nord)

Une page d'histoire à conserver



LE FM NO.1 À QUÉBEC

**DE PLUS
EN PLUS
FORT**



pour vous

396,200
auditeurs

**toute l'équipe
vous dit merci!**

* Source: sondage BBM, été 86.

POUR LA PREMIÈRE FOIS
DANS L'HISTOIRE DE LA RADIO
À QUÉBEC, UNE STATION FM
(FM 93) SUPPLANTE TOUTES
LES AUTRES STATIONS (AM ET FM)...
LES QUÉBÉCOIS SE RECONNAISSENT
AU FM 93.

...(ET LE ROI SAIT BIEN
QU'IL N'Y PEUT PLUS RIEN!)

xxx

Coupures dans Jeunes volontaires

Le PQ dénonce le bris de promesses libérales

« Les "coupures" infligées à Jeunes volontaires sont indissociables de l'attitude du gouvernement libéral vis-à-vis des assistés. Après leur avoir promis mer et monde en campagne électorale, les libéraux de Robert Bourassa les traitent en parias et sabrent dans leurs prestations.

par Michel CORBEIL

C'est la réaction transmise, hier, par M. Jean-Pierre Charbonneau, porte-parole de l'Opposition péquiste en matière de main-d'œuvre et sécurité du revenu.

Le député de Verchères à l'Assemblée nationale a déploré que les jeunes assistés du programme ayant leur secondaire V se soient fait retirer la parité de l'aide sociale et les frais de garderie, deux points accordés par les péquistes, en juillet 1985. « Nous avons là un gouvernement qui se targue d'abolir la discrimination de l'aide sociale entre ceux qui ont 30 ans et ceux qui ne l'ont pas et il la rétablit pour les Jeunes volontaires », a-t-il commenté avec ironie.

Selon lui, les libéraux ont dénaturé le programme dont il avait été un initiateur sous le gouvernement péquiste. « Ils raccourcissent la durée des projets alors que l'idée de départ était de s'éloigner des projets temporaires et d'allonger la période où le jeune est actif et peut se réinsérer. Ils ont oublié que 50 pour 100 de la clientèle est composée d'assistés qui seront obligés d'aller ailleurs. »

Débat public réclamé

Pour M. Charbonneau, Jeunes volontaires soulève un problème de fond. « Ça nous amène à nous questionner sur le comportement du gouvernement devant les assistés. Pamphlets, discours, rassemblement de leurs jeunes, les libéraux

ont dit en campagne électorale qu'ils leur donneraient plus et les traiteraient mieux.

« On nous annonce une réforme qui touchera 500.000 assistés, a repris le député. Or, on ne met même pas assez de fonds pour rejoindre tous les assistés aptes, âgés de moins de 30 ans. Y aura-t-il désormais deux catégories de programmes, les uns donnant la parité et les autres, pas? A moins que les libéraux s'apprentent à réduire toutes les allocations de participation. »

M. Charbonneau a révélé qu'il a d'ailleurs fait parvenir une missive, mardi, au ministre Pierre Paradis, réclamant de nouveau, au nom des 23 députés de l'Opposition, une commission parlementaire pour discuter de la refonte de l'aide sociale. « Ce genre de révision, qui touche autant de monde dans un secteur aussi sensible, exige le dépôt d'un livre blanc et la tenue d'une consultation publique. Il faut confronter les opinions, celles des gens impliqués et celles des experts. »

M. Charbonneau a indiqué que le tout augure bien mal puisque le gouvernement s'est lancé dans des actions qui discréditent les assistés et attisent les préjugés à leur égard. « C'est clair que pour ce gouvernement, l'action sociale, c'est pas son "bag". Il préfère l'approche matra-

que », a-t-il dit en faisant référence aux visites au domicile des assistés et à la réduction de l'indexation des prestations. « Un des aspects négatifs des visites, c'est qu'on a tendance à généraliser et je n'ai jamais entendu le ministre tenter de corri-

ger que ce n'est pas 25 pour 100 des assistés qui fraudent, mais environ 0,6 pour 100.

« Le gouvernement agit pour que ça passe comme une bonne affaire dans l'opinion publique par une entreprise de promotion habi-

le. » Une promotion s'infiltrant dans les médias, selon le député, qui pointe du doigt une série récente sur les "fraudeurs" de l'aide sociale. « Je n'ai jamais vu le Journal de Québec mettre autant d'insistance sur la misère des assistés.

C'est clair que les informations rapportées sur les cas de fraude proviennent de fonctionnaires qui avaient la permission ou qui n'avaient pas trop de problèmes avec les hautes autorités gouvernementales. »

POUR CHAQUE NOUVEL(LE) ÉTUDIANT(E) *

UN ORDINATEUR À LA MAISON

Apprendre un nouveau métier, spécialement celui de programmeur analyste demande beaucoup d'efforts et de temps de la part de l'étudiant ou de l'étudiante.

Pour mieux les seconder dans leur démarche d'apprentissage, L'INSTITUT D'INFORMATIQUE DE QUÉBEC prête un ordinateur à chaque étudiant(e) inscrit(e) au cours de programmeur analyste no 420.51. L'étudiant(e) peut ainsi compléter chez lui (elle) à son rythme et selon son emploi du temps la formation qu'il (elle) reçoit en classe à l'Institut.

Depuis 23 ans, L'INSTITUT D'INFORMATIQUE DE QUÉBEC œuvre dans le domaine de l'enseignement. La qualité des cours qu'il prodigue repose sur l'expérience de son personnel enseignant, l'encadrement des élèves (ratio prof. élève) et sur la polyvalence que nos étudiants(es) acquièrent en travaillant sur plusieurs types d'ordinateurs.

L'ordinateur à la maison permettra à l'étudiant(e) d'être mieux préparé(e) pour l'obtention du certificat d'études collégiales (C.E.C.) et pour le marché du travail **

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT; le cours débute le 8 septembre 1986

* Inscrit(e) au cours de programmeur analyste no. 420.51 permis no. 669532

** Service d'aide de placement offert par l'Institut.

— Cours reconnu par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science

— L'étudiant(e) est éligible

au programme de prêt

étudiant du Gouver-

nement du Québec

— L'étudiant(e) peut

être éligible aux

prestations d'assu-

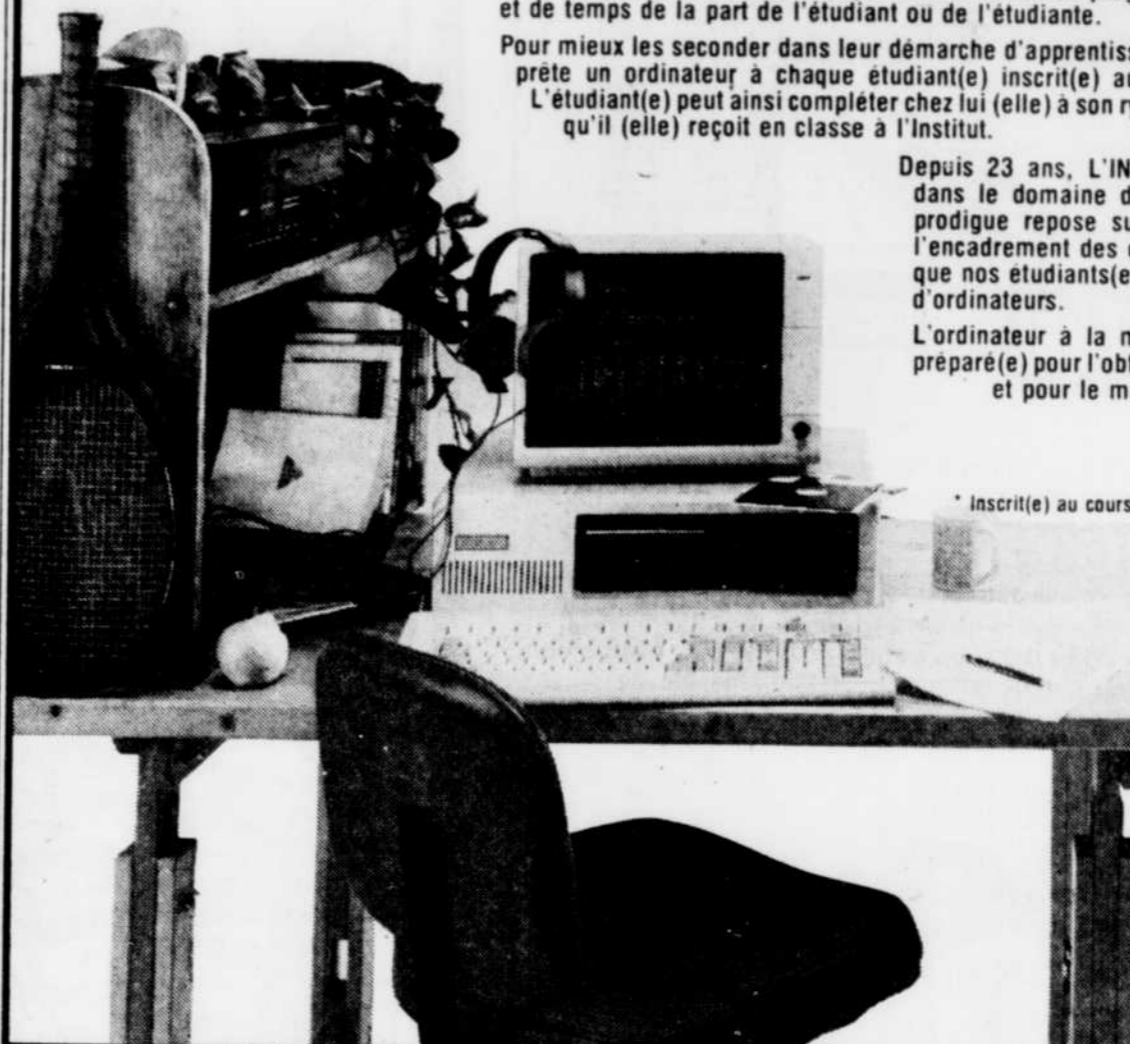
rance chômage



INSTITUT D'INFORMATIQUE de Québec Inc.

335, chemin Sainte-Foy, Québec G1S 2J1

687-5801



Tu vendras ta bicyclette... les Annonces classées du Soleil te font des offres... pour pas cher!

647-3311

LE PALETOT...



L'ÉLÉGANCE NONCHALANTE... sur une ligne cintrée

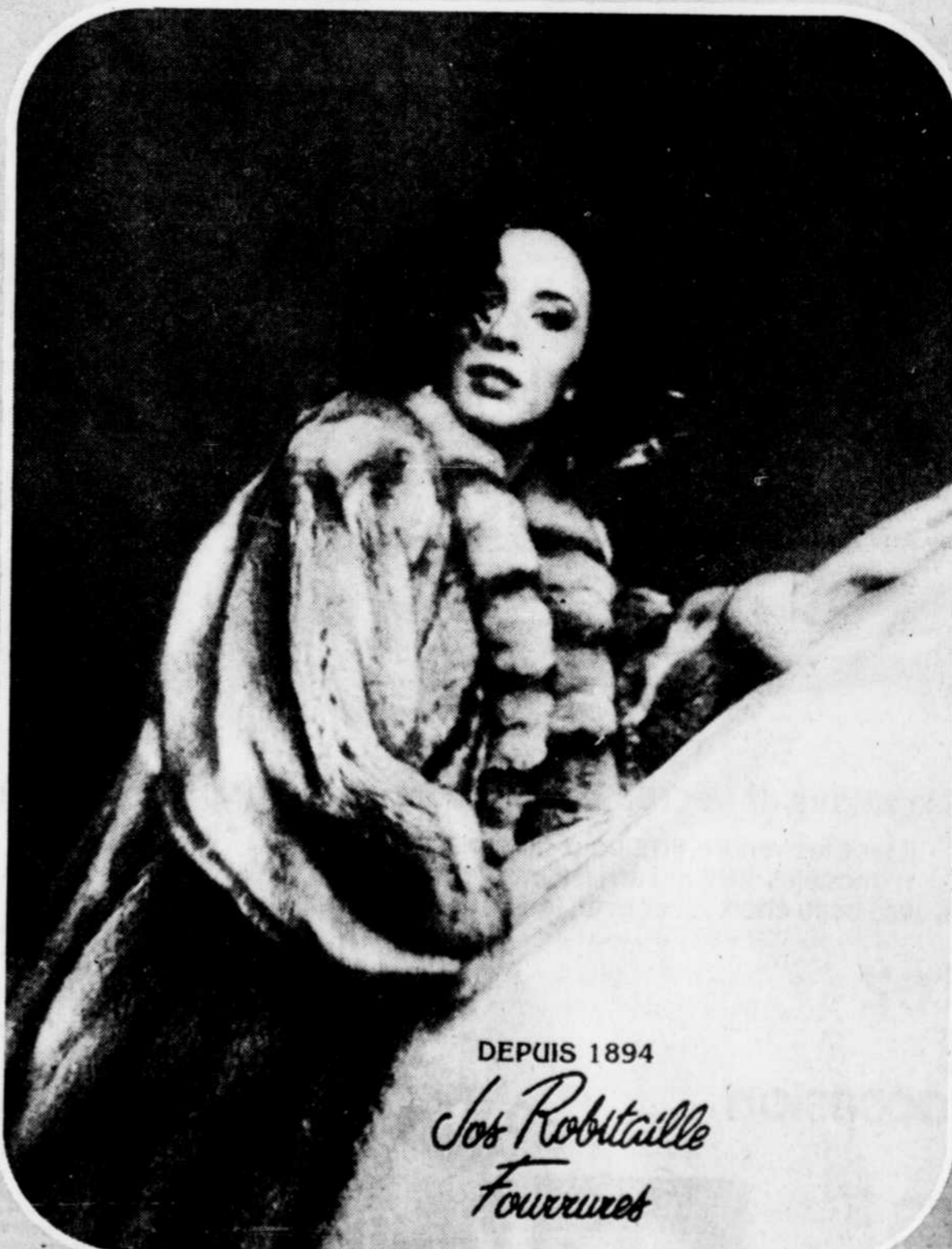
Tout confort, le long manteau à col asymétrique, contrastant, le pied-de-poule, souple, la martingale au dos. 155 \$

Profitez de notre plan mise de côté.

BOUTIQUES REVUE

• Place Laurier • Place Fleur de Lys • Place Québec
• Galeries Chagnon • Place des Quatre-Bourgeois
• Galeries de la Capitale • Carrefour Beauport

Par excellence



DEPUIS 1894

Jos Robitaille
Fourrure

Collection 87

Manteaux • Pelisses
Jaquettes • Chapeaux

700, rue Richelleu
Québec
522-0120 522-3288

— Services professionnels
— Confection
— Réparations de tout genre
— Entretien, nettoyage

Tracé de la ligne électrique dans Portneuf et Lotbinière Les citoyens servent un ultimatum à Hydro

Hydro-Québec et le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources ont jusqu'à vendredi midi

ligne électrique de 450 kV par les circonscriptions de Portneuf et Lotbinière.

autorités du ministère et de la société d'État.

par Michel CORBEIL

pour annoncer s'ils maintiennent leur intention de faire passer une

Les groupes de citoyens opposés au projet ont adressé cet ultimatum hier, au terme d'une rencontre longue de trois heures avec les hautes

"Nous leur donnons du temps pour répondre, a laissé tomber M. Delphis Duhamel, membre de Sauvegarde Deschailons, un des quatre groupes qui luttent pour que les li-

gnes d'Hydro-Québec franchissent plutôt le fleuve entre Champlain et Bécancour, près de Trois-Rivières.

ce n'est pour dire qu'il semblait impossible de fournir une réponse dans les délais imposés par les citoyens.

dans un corridor autre que celui empruntant leurs régions.

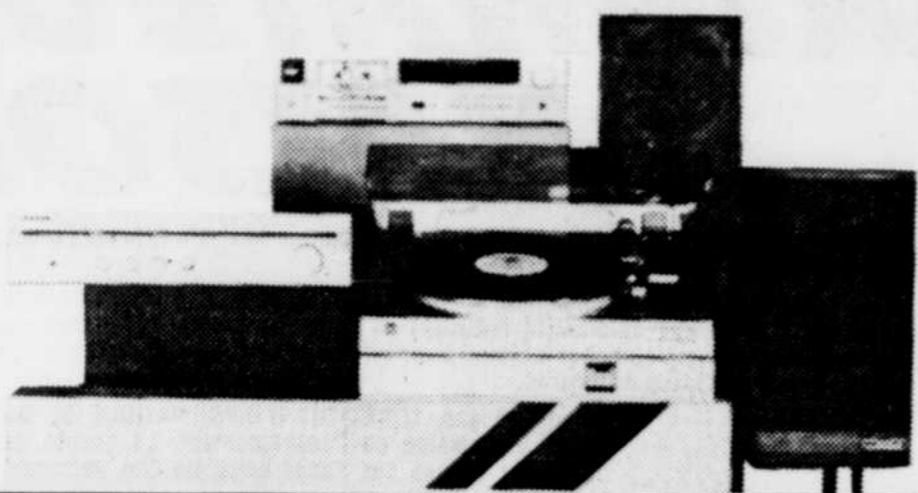
"Nous exigeons de savoir d'ici vendredi midi si les lignes passeront ou non par Portneuf et Lotbinière. Sinon nous convoquerons une rencontre avec les médias pour faire le point", a dit M. Duhamel.

Le tête-à-tête s'est déroulé en après-midi au cabinet du ministre de l'Énergie, M. John Ciaccia. Il s'agissait d'une troisième rencontre au sommet entre les opposants et les représentants d'Hydro et du ministre. Aucun commentaire n'a été émis par le cabinet de M. Ciaccia, si

M. Duhamel s'est limité à dire que les deux parties ont continué d'exposer leurs points de vue. Les opposants font notamment valoir que pylônes et lignes électriques auront moins d'impact sur le patrimoine et l'industrie touristique s'ils passent dans l'axe Champlain-Bécancour. Récemment, ils ont obtenu que l'Union des producteurs agricoles (UPA) de la grande région de Québec revendique une étude approfondie de l'impact du projet

D'autre part, selon le quotidien Le Nouvelliste, l'UPA de la Mauricie réclame le maintien intégral du corridor proposé par Hydro. "Dans la mesure où la protection du territoire agricole constitue un critère fondamental dans la détermination du lieu de passage de la ligne, a affirmé son président, M. Claude Carignan, nous enjoignons M. Michel Pagé de l'Agriculture et de se faire l'ardent défenseur du tracé retenu, même auprès des électeurs de sa circonscription de Portneuf."

musicalité assurée



MISSION ELECTRONICS

Dual

harman/kardon

Recréer la musique est un art, évidence trop souvent oubliée. Heureusement, il y a des exceptions. L'ensemble Harman/Kardon, Dual et Mission vous délivre avant tout sa musicalité.

L'Option a préparé pour vous cet ensemble qui comprend: une platine Dual CS 514 semi-automatique, les toutes nouvelles enceintes Mission 700 LE ainsi qu'un récepteur AM/FM stéréo Karman/Kardon HK 385 i d'une puissance de 60 watts RMS alliant une réponse de bande ultra-large à une capacité de courant instantané, élevée.

SEULEMENT
899\$
magnétocassette en option

l'option
ÉLECTRONIQUE

Parce que maintenant vous avez le choix!

2639, Hochelaga, Ste-Foy — 658-4535

Avant l'arrivée des '87

20 CAMRY '86

À LIQUIDER RAPIDEMENT



Enfin... la voiture de vos rêves au prix dont vous rêviez!

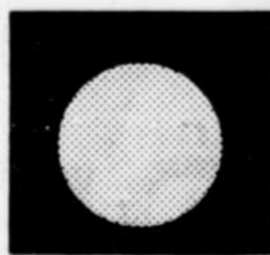
Il faut les vendre VITE pour faire place aux modèles 1987 qui arriveront bientôt.

Vous avez beau choix... et beau jeu pour marchander!

Sautez
VITE
sur l'occasion
car

ELLES
VONT
PARTIR
VITE!

un bon point
pour vous



Capitale
Toyota

boul. de la Capitale, sortie Pierre-Bertrand, 681-7261
boul. Hamel, coin Pierre-Bertrand

Woolco
CENTRE DU PNEU ET
DE L'AUTO AVEC SERVICE

Un autre coup d'oeil,
une autre aubaine

Rabais
de **30%**

Winfield
weather+mate 'PS'

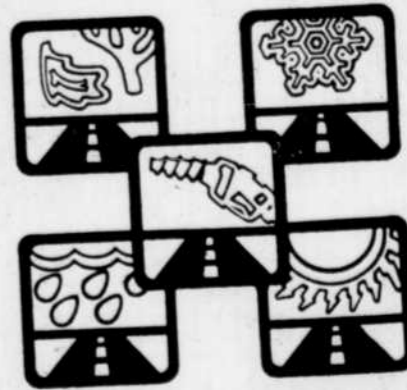
Pneus radiaux
toute saison
de qualité

Ces pneus radiaux toute saison offrent une bonne traction en tout temps et augmentent le kilométrage. Pneus cotés: 60 000 km.
Exemple: P165/80R-13
Prix courant, chac.: 65.88.
Installation comprise.

\$46
Chac.:

Dimensions:	Prix courants, chac.:	Chac.:
P165/80R-13	65.88	\$46
P175/80R-13	68.88	\$48
P185/75R-14	73.88	\$51
P195/75R-14	78.88	\$55
P205/75R-14	81.88	\$57
P205/75R-15	83.88	\$58
P215/75R-15	86.88	\$60

GARANTIE Woolco
Le prix comprend:
VÉRIFIEZ ET COMPAREZ
- Vérification de la valve
- Installation
- Rotation
- Dommages routiers
- Fabrication et matériaux
- Pneus cotés 60 000 km

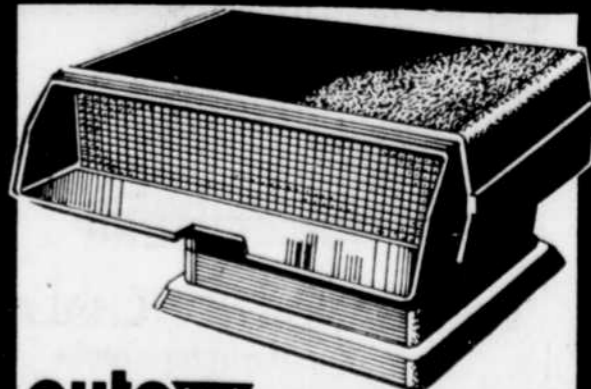


Entretien des freins à disque - 2 roues
Pour la plupart des voitures et camionnettes

- Installation de plaquettes de disque neuves
- Régarnissage des paliers de roues
- Usinage des disques
- Vérification des ferrures et de la canalisation des freins
- Vérification des étriers
- Vérification du maître-cylindre
- Essai de la voiture sur la route
- Vérification en 18 points
- Plaquettes métalliques en sus.
- Main-d'oeuvre et pièces additionnelles en sus.

72⁹⁵

Avec un entretien complet des freins, les plaquettes de disque Woolco sont garanties tant que vous êtes le propriétaire de votre voiture.



auto trust
Feu stop
de lunette

Modèle de luxe T1666
Prix courant: 49⁹⁵
Prix spécial: 29⁹⁵
Modèle régulier KT312
Prix courant: 19⁹⁵
Prix spécial: 16⁰⁰

Facile à installer. Se branche aux fils des freins. Pour la plupart des voitures. Circuit logique compris.

Prix en vigueur jusqu'au samedi 6 sept. 1986. Venez tôt pour un meilleur choix!

Woolco
1981, boul. des Galeries
Québec, Québec
Les galeries de la capitale
lundi-mardi-mercredi 9h30 à 17h30
jeudi-vendredi 9h30 à 21h
samedi 9h à 17h

LES GALERIES STE-ANNE
1981, boul. Ste-Anne
Québec, Québec
lundi-mardi-mercredi 9h30 à 17h30
jeudi-vendredi 9h30 à 21h
samedi 9h à 17h

Les Galeries Chagnon
25 et 45, Trunc-Canada
Lévis, Québec
lundi-mardi-mercredi 9h30 à 17h30
jeudi-vendredi 9h30 à 21h
samedi 9h à 17h

Fin du conseil des ministres

Pierre Paradis devra retoucher son projet de réforme de l'aide sociale

Les membres du conseil des ministres du Québec n'ont pas réussi, malgré de longues discussions, à définir les modalités permettant d'atteindre les objectifs qu'ils se fixent dans la réforme de l'aide sociale.

textes de André FORGUES

Au terme d'une réunion spéciale de deux jours, au Manoir Montmorency, le premier ministre Robert Bourassa a expliqué que ce dossier devra faire l'objet de nouvelles discussions au conseil des ministres avant que le responsable du dossier, M. Pierre Paradis, ne puisse rendre public pour consultation son projet de réforme.

A son arrivée au conseil des ministres, mardi matin, M. Paradis affirmait avoir un projet complet à soumettre à ses collègues du cabi-

net mais, dit M. Bourassa, "c'est une réforme d'envergure" dont les modalités sont complexes même si tous s'entendent pour éliminer la discrimination entre les assistés de moins de 30 ans et les plus âgés et pour établir une distinction entre les personnes aptes et inaptes au travail.

Il n'y a pas ou peu de précédents en Amérique du Nord d'une réforme de ce genre, soumet le premier ministre, qui dit vouloir éviter qu'on se retrouve face à un "labyrinthe administratif" au terme de la réforme. L'objectif demeure de présenter un projet de loi à l'automne, réaffirme M. Bourassa. \$120 millions de plus

Accord donc sur les principes mais aussi sur les coûts de la réforme, coûts que le premier ministre a refusé de préciser mais qui, selon les indications qu'il a

données, équivalaient à une augmentation d'environ \$120 millions des sommes distribuées aux assistés par rapport aux prévisions budgétaires de cette année.

M. Bourassa dit en effet que l'argent économisé en 1986-87 grâce aux mesures de contrôle accrues (les visites des boubou-macoutes) sera utilisé pour donner davantage à ceux qui en ont vraiment besoin. L'épargne nette prévue cette année à cause des visites à domicile étant de \$59 millions, Québec utiliserait cette marge de manoeuvre dans le cadre de la réforme. Comme le gouvernement fédéral paye la moitié des prestations d'aide sociale, sa contribution augmenterait d'autant pour un total de \$118 millions.

La nécessité de poursuivre les études et les discussions ne doit pas être interprétée comme s'il s'agissait de renvoyer M. Paradis faire ses

devoirs car il a effectué dans ce dossier "un travail exceptionnel" avec "le dynamisme qui lui est caractéristique", affirme aussi le premier ministre. Le but est simplement de s'assurer que la réforme sera administrativement efficace.

M. Bourassa illustre la complexité du problème en précisant que, malgré le principe accepté d'abolir la discrimination, la réforme

devra tenir compte des charges familiales des bénéficiaires. "Il peut y avoir des personnes de 30 ans qui ont toute la disponibilité pour travailler et il peut y en avoir d'autres, plus proches de la retraite, qui ont une charge familiale. Alors il faut avoir des programmes qui tiennent compte des deux catégories de personnes".



Pierre Paradis

Loi 101: Bourassa répète qu'il attend le jugement de la cour

Le premier ministre a aussi passé en revue avec les journalistes quelques-uns des autres sujets discutés par ses ministres depuis deux jours. Sur la loi 101, M. Bourassa répète attendre que la cour d'appel rende jugement avant de préciser les intentions du gouvernement quant aux modalités d'application de l'affichage bilingue.

Au plan administratif, les ministres ont accepté le principe du regroupement des organismes créés par la charte de la langue française, sujet sur lequel le comité Lalande, formé par la ministre Lise Bacon, a déjà fourni un rapport d'étape et doit produire un document final d'ici un mois.

Le premier ministre est aussi revenu sur le dossier constitutionnel, citant l'article 49 de la charte de Victoria pour répondre à ses détracteurs selon lesquels la formule de droit de veto proposée par M. Bou-

rassa ne protégerait le Québec pour les quelques années où il représentera encore au moins 25 pour 100 de la population canadienne.

La formule proposée à Victoria il y a une quinzaine d'années, révèle l'extrait cité par le premier ministre, assurait un veto à toute province ayant déjà compté pour au moins 25 pour 100 de la population du Canada lors d'un recensement.

Du rapport Gobeil, M. Bourassa a répété qu'il ne s'agissait pas là de la politique du gouvernement mais de l'opinion d'experts, ce qui justifie le fait de ne pas tenir de consultation formelle sur les recommandations qu'il contient. Il y aura cependant des consultations sur les recommandations que le gouvernement décidera d'adopter et qui ne figureraient pas au programme libéral avant le 2 décembre.

Enfin, le premier ministre a exclu tout remaniement de son équipe ministérielle avant la fin de l'année.

LUNETTES - VERRES DE CONTACT - MONTURES

2 POUR 1

- Deux montures pour le prix d'une*
- Deux paires de verres de contact pour le prix d'une

*identique ou de même valeur.

ou 50%

en tout temps sur toutes nos montures

Yves P. Girard
Opticien en coordination

1307, chemin Sainte-Foy 981-3578

LES SHETLANDS TWIK 39.95



créés spécialement pour nous

une nouvelle collection représentant les principales tendances de la saison comme l'influence couturier avec le cardigan à boutons-écusson dorés, les tricots jacquard d'après un dessin exclusif pour twik... des formes plus près du corps mais toujours amples aux épaules... pure laine vierge «wool mark» de qualité et de poids supérieurs.

à gauche:

le cardigan à boutons-écusson dorés, plus long, il remplace le blazer cet automne. blanc, rouge, violet, rose, jaune, vert, bleu. p.m.g.

à droite:

le pull jacquard floral, encolure ronde. rose et bleu, vert et bleu, violet et bleu. p.m.g.



la maison

simons

TROIS MAGASINS ... PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX QUÉBEC

RESTAURANT

Da Lino

Cuisine classique et nouvelle cuisine

SPECIAL GASTRONOMIQUE
7 services
13 dégustations différentes **24.95\$**

TABLE D'HÔTE SPECIALE
Au menu - sanglier **18.95\$**

TABLE D'HÔTE à compléter de **8.95\$**
Repas de gens d'affaires.
3.95\$

Chef Da Lino on mange bien
1980, St-Michel, Sillery (coin Maguire)
687-5954 - 653-7416
Stationnement gratuit à la porte.

NOVA 1986
no 61790

Qualité de fabrication
réputation mondiale

9,895\$

6.8%
36 mois

SUPER SPECIAL

MARLIN
Chevrolet Cadillac Inc.

2145, boul Charest ouest
688-1212

Bientôt le grand jour pour le marché

Sous-ministres: les têtes roulent encore

LE MONDE DES FONCTIONNAIRES

par Ghislaine RHEAULT



♦ La saignée chez les sous-ministres adjoints se poursuit. Mesdames Michèle Fortin, sous-ministre adjointe à la Science et la Technologie, Claire Monette de l'Environnement feraient partie des têtes qui ont été placées sous la guillotine.

Tout comme M. Jean-Claude Picard, sous-ministre adjoint aux Communications comme un autre journal l'a annoncé la semaine dernière.

M. Picard ne quitte pas le gouvernement, comme on l'écrivait. Mais son poste est aboli. Comme 700 personnes étaient sous l'autorité de ce sous-ministre adjoint, un remue-ménage d'envergure sera entraîné par cette décision du Conseil des ministres.

Un sous-ministre en titre, M. Camille Limoges (Science et Technologie) a quitté son poste il y a deux semaines, remplacé par M. Claude Benjamin ex-commissaire du Pavillon du Québec à Vancouver. M. Benjamin a été ainsi réhabilité après son éviction du Conseil supérieur de l'Éducation sous l'ancien gouvernement.

Les prochains conseils des ministres vont encore éteindre les directions des ministères, selon un écheancier soigneusement établi...comme on égrene un chapelet. Mais il y a plusieurs semaines que les cibles de cette purge ont été désignées. On offre aux condamnées un reclassement comme administrateurs de niveau un ou deux ou un départ assorti d'une prime de séparation.

Règlements de compte
Il est évident que les premières victimes du dégraissage administratif ont été choisies en fonction de leurs amitiés politiques, réelles ou appréhendées. Ainsi, M. Michel Carpentier, ou madame Martine Tremblay (Affaires culturelles) dont la démission est en "négociations" sont d'anciens directeurs de cabinets sous le régime du parti québécois. Dans ce dernier cas toutefois, le cabinet Bourassa a fait preuve de courtoisie. La nomination de l'ex-directrice de cabinet de M. René Levesque a été l'un des premiers actes du nouveau conseil des ministres le 4 décembre dernier, immédiatement après les élections.

Madame Michèle Fortin est l'épouse de l'économiste Pierre Fortin qui fut un conseiller économique de l'ex-premier ministre Lévesque. M. Jean-Claude Picard a été directeur de cabinet à l'époque de M. Clément Richard.

Il semble bien que le "tribunal" de la transition y aille sans tellement de ménagement et que l'opinion des ministres sur leurs collaborateurs n'est pas le premier critère de sélection. Dans le cas de M. Picard, c'est un secret de Polichinelle que le ministre Richard French aurait préféré le garder à la tête du réseau de Communications-Québec malgré ses "mauvaises" fréquentations antérieures.

Certains négocient directement leur départ avec le secrétaire général du gouvernement. C'est le cas de Yves Michaud, ami de René Levesque, président de la Société du Palais des congrès, dont les conversations avec l'entourage proche de M. Bourassa ont commencé il y a plusieurs mois. On apprendrait cette semaine qu'il graduerait à son tour chez Lavalin, à Paris, en profitant d'un congé sans solde du gouvernement, plutôt que d'une paye de séparation.

Mais dans la majorité des cas, on exécute les condamnés dans les bureaux du secrétariat aux emplois supérieurs.

Le bourreau aux gants blancs, c'est, pour la circonstance M. Jean-Noël Poulin, secrétaire général associé. Une fois les décisions arrêtées par le tribunal de transition, dirigé par le secrétaire général du gouvernement Roch Bolduc, il a

la mission de faire avaler les rétrogradations dans le secteur public, ou d'inciter diplomatiquement les victimes à prendre le chemin du secteur privé et de négocier, le cas échéant, les conditions de départ.

La logique politique

La purge survient à un moment où il était nécessaire de réduire le nombre de grands et petits mandarins dans le secteur public. Mais les choix des cibles a pris jusqu'ici l'allure d'un règlement de compte partisan.

S'il fallait réduire ainsi le nombre des administrateurs d'État

(de 120 à 90) ce dont personne ne doute, comment expliquer alors qu'on soit entretemps allé en chercher autant à l'extérieur depuis décembre dernier. C'est le cas de l'ex-candidat libéral Denis Ricard (Relations internationales), de Paul A. Lamarche, Paulin Dumas, Raymond Carignan, tous trois nommés sous-ministres adjoints à la Santé. On peut en compter une dizaine d'autres venus du parti ou du secteur privé. On en a repêché tout autant pour les sociétés. Sans compter la dizaine de directeurs généraux ou cadres supérieurs promus sous-ministres adjoints ou membres d'organismes.

Les tablettes prêtes

A moins que tout le beau monde déjà rétrogradé (ou sur le point de l'être) accepte une prime de séparation de l'État, ce qui est peu probable, on n'a pas fini de dénombrier les tablettes au gouvernement. Et des tablettes, même rétrogradées, ça coûte cher.

On perdra jusqu'au souvenir de la raison officielle de tout ce chambardement...L'économie? Allons donc.

Qui donc disait vertueusement avant d'être élu qu'il n'y aurait pas de purge? ●

Yvon Marcoux pourrait devenir secrétaire général du Québec

M. Yvon Marcoux, l'un des trois banquiers signataires du rapport Gobeil serait l'un des plus sérieux candidats au poste de secrétaire général du gouvernement.

Il pourrait ainsi remplacer M. Roch Bolduc comme premier haut fonctionnaire du gouvernement. M. Bolduc doit quitter ce poste cet automne après avoir amorcé le grand ménage de la boutique. Il n'avait accepté ce poste que pour la période transition. Il n'en démont pas.

D'autres "challengers" seraient aussi dans le décor. Monsieur Benoit Morin nommé en décembre à l'exécutif comme sous-ministre à la

législation. Ou encore le sous-ministre des Finances l'éternel Robert Normand, l'un des vieux de la vieille.

Ces noms circulent encore dans les coulisses, comme celui de M. Jean-Marc Bard, qui fait ses classes présentement comme sous-ministre des Approvisionnements et Services mais à qui on pourrait éventuellement confier d'autres responsabilités. M. Bard un ancien directeur de cabinet sous le premier gouvernement Bourassa est demeuré associé étroitement aux activités du Parti. Avant de revenir au gouver-

nement, il était (lui aussi) chez Lavalin.

Mais le nom de M. Marcoux circule de façon persistante depuis quelques semaines. Il serait toutefois difficile de l'arracher aux avantages de sa carrière dans le secteur privé comme vice-président de la Banque d'Épargne.

Il n'a pas été possible toutefois de confirmer ces rumeurs auprès du principal intéressé.

Le profil de M. Marcoux en ferait un candidat de choix pour le gouvernement Bourassa.

Le plus beau choix de manteaux à Québec!

Vous éprouverez un réel plaisir à choisir votre nouveau manteau automne-hiver. Les styles sont plus variés que jamais, les tissus et les couleurs sont vraiment irrésistibles. Pure laine, tweed, velours côtelé, popeline doublée laine, polycoton, duvet, ultra-suède, et aussi le cuir et l'agneau retourné. Vous y verrez également la plus extraordinaire collection de pelisses doublées de fourrure. Quel que soit votre goût, manteaux longs ou courts, vous trouverez votre teinte préférée: jade, violet, royal, blanc, marine, noir, etc. Toutes les tailles: 5 à 15, 6 à 18 et 14 1/2 à 24 1/2. Prix variant de 100\$ à 2500\$. Une visite vous enchantera!



OFFRE SPÉCIALE PRÉ-SAISON

SUPERBE ENSEMBLE TUBE ET GANT IMPORTATION D'ITALIE VALEUR 50\$

GRATUIT

À L'ACHAT DE TOUT MANTEAU AUTOMNE-HIVER dans la confection pour dames au deuxième.

Un ensemble de qualité, qui rehaussera l'élégance de votre manteau par l'éclat de ses coloris: jaune, jade, violet, royal, turquoise, rose, blanc, noir.

Offre en vigueur jusqu'à épuisement de la quantité. Hâtez-vous d'en profiter!

GAGNEZ 501 CHANCES DE GAGNER LA MAISON KINSMEN ET AUTRES PRIX TOTALISANT 265,000\$ - UN SEUL GAGNANT -

Toutes les factures datées du 13 au 30 août 1986 et provenant de tous les rayons du magasin, sont valides pour participer à ce concours. Multipliez vos chances en magasinant chez Laliberté. Ce prix est une valeur de 1670\$. Tirage 30 août.

laliberté

LE GRAND DU MAIL CENTRE-VILLE, QUÉBEC - 525-4841

A cause d'un manque de fonds

Le Service de réadaptation sociale se saborde

♦Après 12 ans d'existence, faute de fonds, le Service de réadaptation sociale n'a plus d'autre choix que de se saborder.

par Louise LEMIEUX

Le conseil d'administration de l'organisme communautaire spécialisé dans la délinquance adulte, de concert avec le directeur André

Chandonnet, sont en train de mettre sur pied le protocole de fermeture. Les 13 employés syndiqués du SRS trouveront refuge au sein du Centre de services sociaux de Québec.

"Nous en sommes à un point de non-retour, nous sommes dans l'incapacité de survivre" affirme Ginette Guilbault-Baril, présidente du SRS. Mme Baril explique que, depuis

deux ans, les bailleurs de fonds du SRS (le solliciteur général, tant du Québec que du Canada) "étaient de moins en moins concernés par la survie de l'organisme. Ils ne fournissaient que des subventions pour certains services spécifiques".

Depuis les débuts de son existence, le SRS remplit un créneau laissé vacant par les différents services sociaux de Québec, la délin-

quance adulte. Le SRS a mis sur pied un programme de famille d'accueil pour délinquants et de parents-secours, des comités de prévention de quartier. Il s'est aussi intéressé aux victimes d'actes criminels par le biais de l'écoute téléphonique (SAVAC).

Relations de travail tendues

L'incertitude de l'avenir du SRS n'a pas manqué de déteindre sur les relations de travail. Le 18 juin, les 13 employés syndiqués demandaient au conseil d'administration de l'organisme la démission du directeur, André Chandonnet, à cause de son "incompétence flagrante au niveau de la gestion du personnel... de son attitude méprisante".

Ça m'embête que cette lettre soit rendue publique", admet la présidente du syndicat des employés du SRS, Mme Christiane Vézina. "On ne voulait pas lui faire de tort", regrette même la présidente, qui refuse de donner des exemples d'incompétence du directeur Chandonnet.

Pour sa part, André Chandonnet estime qu'il faisait face à un imbroglio impossible à dénouer: d'un côté le ministère du solliciteur général du Québec exigeait des coupures budgétaires, et de l'autre, celui des Affaires sociales refusait les coupures de personnel proposées. André Chandonnet et le SRS étaient donc pris entre deux chaises: un

personnel faisant partie du syndicat des Affaires sociales, mais des subventions provenant du ministère de la Justice.

Pas d'opposition

Les 13 employés syndiqués sont protégés par leur convention collective. Ils seront intégrés au CSS de Québec. Mais ils ignorent dans quel cadre. Ce qui ne va pas sans les inquiéter.

Pourtant les employés n'ont fait aucune pression pour la survie du SRS. "Nous adorons notre travail. Nous croyons à la mission du SRS. Mais on ne s'oppose pas à sa fermeture... à cause de l'atmosphère qui y règne en ce moment", ne peut s'empêcher de constater Mme Vézina. ●



Le président du conseil d'administration de la Caisse populaire de l'Ancienne-Lorette, M. Marcel Hudon, a déclaré qu'il faudra des concessions majeures des deux parties pour en arriver à un règlement du conflit. Dans l'ordre habituel sur la photo, ce sont MM. Hudon, Denis Chamberland, secrétaire, et Aldée Audet, directeur de la caisse. ●



A SUIVRE...

A l'Ancienne-Lorette: les sociétaires de la caisse exigent un règlement du conflit de travail

♦Les sociétaires de la Caisse populaire de l'Ancienne-Lorette ont lancé un message très clair à leurs administrateurs élus, soit de régler le plus rapidement possible le conflit qui perdure depuis le 13 juin puisqu'ils en ont marre d'en subir les inconvénients de toutes sortes.

par Marcel COLLARD

Près de 450 sociétaires ont pris connaissance, hier soir, d'un rapport des deux parties sur l'état des négociations pour la signature d'une première convention collective. Aujourd'hui, les deux parties doivent se présenter devant un juge de la cour supérieure pour débattre de l'injonction réclamée par la caisse relativement aux exigences habituelles faites aux travailleurs sur les lignes de piquetage.

Le président du conseil d'administration, M. Marcel Hudon, venu en relève du président démissionnaire le 1er août, a relaté que des progrès importants avaient été réalisés, la semaine dernière, à la suite de longues heures de discussions en présence du conciliateur du minis-

tere du Travail. Dans l'ensemble, les clauses normatives ont été réglées et la partie patronale a fait une offre globale de règlement que le syndicat a rejeté unanimement, mardi soir.

Il reste à s'entendre sur les clauses de promotion, les heures de travail, le temps supplémentaire et les salaires. La présidente du syndicat affilié à la CSN, Mme Liliane Fortin, a réaffirmé l'intention de la soixantaine de membres d'obtenir une convention répondant à leurs besoins.

De leur côté, plusieurs sociétaires, certains semblant harassés par la présence des représentants de la Fédération des caisses populaires dans le dossier, ont exprimé la crainte d'assister à un exode important de membres en raison du conflit. Ils auraient voulu tenir une assemblée pour tenter d'activer le règlement, mais on leur a expliqué que seul le conseil d'administration, en vertu de la loi, pouvait prendre une telle décision... à moins de convoquer une assemblée spéciale pour révoquer les membres actuels du conseil d'administration. ●

Bientôt le grand jour pour le fromage

GM PRÉSENTE

LES BAS TAUX DE L'ÉTÉ!

6,8%*
financement de 36 mois.

9,9%*
financement de 36 mois.

Taux applicable aux Chevrolet Chevette et Nova et aux Pontiac Fiero et Acadian.

Taux applicable aux modèles suivants: Delta 88, Cutlass, Cutlass Cierra (4 cylindres), Century (4 cylindres), Calais, Somerset/Skylark, Firenza, Skyhawk, Firebird, Camaro, Grand Prix, Bonneville, Monte Carlo, Regal, Le Sabre, Pick-up S/T, Pick-up C/K.

*Taux offerts aux acheteurs au détail admissibles, pour le plein montant financé, et ce pour toute la durée du contrat jusqu'à concurrence de 36 mois. Les taux de crédit de 6,8%/36 mois ou de 9,9%/36 mois sont offerts par GMAC, pour un temps limité, à l'achat de modèles neufs 1986 ou de modèles neufs d'années précédentes provenant du parc des concessionnaires.

Renseignez-vous auprès de votre concessionnaire GM participant.

Fournisseur officiel de l'Exposition internationale de 1986



Louis Laberge, le président de la FTQ, considère qu'il est important de voir à éliminer les obstacles à la négociation.

Laberge ne s'attend pas à d'autres décrets

Le président de la FTQ, M. Louis Laberge, ne prend pas au sérieux la menace de l'imposition d'autres décrets proférée par le président du Conseil du trésor, M. Paul Gobeil, si les négociations dans le secteur public n'aboutissent pas cet automne.

par Pierre PELCHAT

"Ca fait trois fois que le ministre Gobeil fait des déclarations de ce genre. Une première fois, il voulait que les négociations soient terminées pour le printemps. Après ça, il a parlé de la fin de l'été et mainte-

nant il fixe une nouvelle échéance", a commenté le leader syndical.

Avant de lancer des menaces, M. Laberge considère qu'il est plus important de voir à éliminer le plus possible les obstacles à la négociation. A cet égard, il a demandé, hier, à rencontrer le premier ministre Robert Bourassa pour discuter des moyens pour accélérer les pourparlers.

"On veut rencontrer le premier ministre pour discuter des déclarations du gérant de Provigo. On veut savoir où le gouvernement se dirige. Est-ce qu'il faut se préparer pour

une entente négociée ou pour autre chose?", a-t-il demandé. Par "autre chose", il faut comprendre un affrontement.

A cet égard, le président de la FTQ a indiqué que les 45,000 syndiqués membres de sa centrale dans le secteur public, en avaient ras le bol de voir les négociations avancer à pas de tortue. A preuve, 70 pour 100 des syndicats consultés au cours des dernières semaines ont voté dans une proportion de 80 pour 100 en faveur de la grève. Le taux de participation aux assemblées tourne autour de 60 pour 100. A son

avis, il est faux de parler de démobilitation des syndiqués dans le secteur public.

Une des conditions essentielles pour en arriver à une entente, selon M. Laberge, est la modification du régime de négociation prévu par la loi 37. Il croit qu'un accord est impossible, entre autres, si les salaires ne sont pas négociés pour une période de trois ans au lieu d'un an. Selon la loi 37, les hausses salariales des 2e et 3e années ne sont pas négociables et font l'objet d'un décret.

En ce qui concerne la médiation

qui tire à sa fin, il estime que ce moyen ne peut permettre un rapprochement important parce que les médiateurs ne peuvent intervenir sur les clauses monétaires.

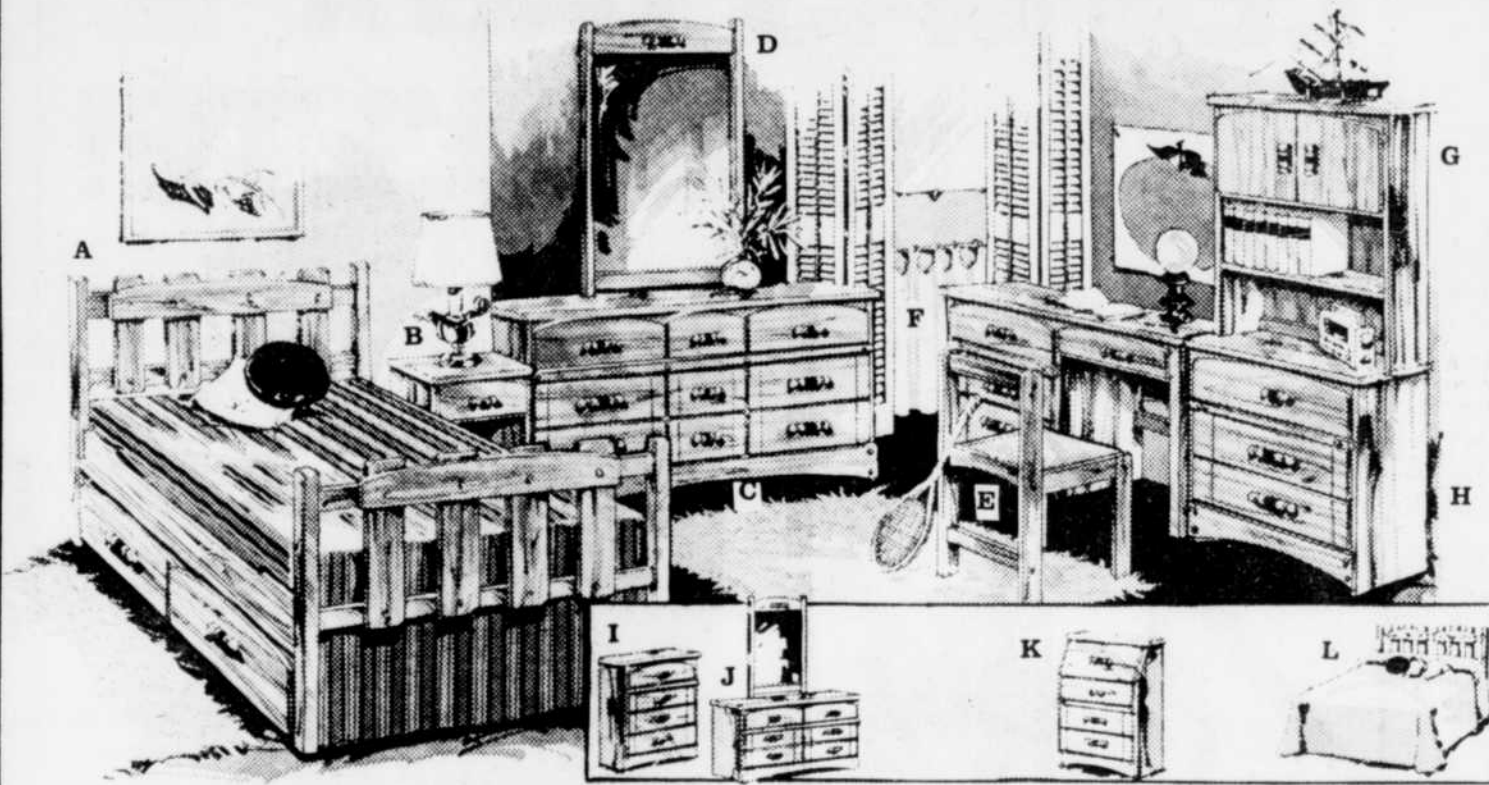
Par ailleurs, M. Laberge rejette l'hypothèse que la présente ronde de négociations puisse perdurer jusqu'au printemps prochain. "On ne peut pas parler d'un enlèvement cet automne. C'est pas possible. Avec les mandats que nous avons, il va se passer des choses avant le printemps prochain", a-t-il affirmé.

Solde d'étiquettes vertes

Pascal vous dit

ACHETEZ-LE ET GARDEZ VOTRE ARGENT JUSQU'EN 1987!

ENCORE 9 JOURS!



Groupement de chambre "RANCHO"

Mobilier de chambre, modèle "RANCHO" rehausse de denim sur bois naturel aux chaudes nuances de blanc protégé par une couche de vernis clair. Toutes les pièces comportent des dessus, panneaux de côté et devant de tiroirs en bois massif. Tiroirs de construction solide, avec guide de métal pleine largeur qui facilite le glissement.

- | | | | |
|---|------|---|------|
| A. Lit à tiroirs (Matelas et planche de soutien en sus) | 279. | E. Chaise de bureau | 69. |
| B. Table de chevet | 99. | F. Bureau d'étudiant | 199. |
| C. Commode triple | 299. | G. Bibliothèque | 149. |
| D. Miroir vertical | 79. | H. Commode simple | 149. |
| | | I. Chiffonnier 4 tiroirs | 189. |
| | | J. Commode double miroir en sus | 239. |
| | | K. Commode bureau | 269. |
| | | L. Tête de lit simple pas tel qu'illustre | 119. |



"Marsh"... est un design irrésistible de King Koil

La qualité est exceptionnelle... le confort paradisiaque. Cette version possède des accoudoirs en osier admirablement exécutés. Recouvert de tissu en coton imprimé de couleur vert clair. Matelas format double muni de dispositif anti-affaissement.

599.

VÉRIFIEZ

Chez Pascal, nous voulions vous offrir le meilleur choix possible de paiement. Après en avoir discuté avec la Banque de Montréal, nous, chez Pascal, sommes persuadés d'avoir choisi les meilleurs plans de paiement actuellement disponibles. Magasinez et comparez. Certaines maisons vous offrent un plan de financement, mais avec un versement initial, d'autres vous proposent des mensualités, mais à quels taux d'intérêts? Si vous cherchez des meubles, ou des électroménagers, n'hésitez pas... Venez chez Pascal!

SANS VERSEMENT INITIAL

SANS INTÉRÊT

SANS VERSEMENT AVANT LE 3 JANVIER 1987

* Si crédit qualifié approuvé. Achat minimal \$750.00.



Plus Personnel

Credit offert Une question de choix



659-4816
Place Laurier,
2700, boul. Laurier, Ste-Foy

Les finances fédérales

Déficit réduit mais situation difficile

♦ ST-JOHN'S--Le gouvernement fédéral a atteint ses objectifs de réduction du déficit et des dépenses en 1985-1986. Pas question de changer de cap malgré l'approche des élections. Mais cette année, la chute du prix du pétrole et des céréales lui complique sérieusement la tâche.

par Pierre-Paul NOREAU
envoyé spécial du SOLEIL

"Nous allons suivre les grandes lignes de notre approche fiscale, car les résultats sont très positifs. Mais nous sommes confrontés à des faits inusités, comme le déclin des prix du pétrole et des céréales, ayant un impact important sur nos dispositions budgétaires."

En conférence de presse hier, le premier ministre Brian Mulroney a confirmé les informations voulant que son gouvernement rencontrera cette année de sérieuses difficultés à faire passer tel que prévu le déficit budgétaire fédéral sous la barre des \$30 milliards.

Selon des chiffres diffusés par Southam News, le fédéral se retrouve avec une marge d'erreur de \$2 milliards par rapport à sa cible de descendre le déficit à \$29,5 milliards en 1986-1987.

La taxe sur les recettes des ventes du pétrole et du gaz qui de-

vait rapporter \$1,1 milliard, serait limitée à \$600 millions; les taxes sur les profits des compagnies pétrolières qui devaient rapporter \$2 milliards, n'apporteraient que la moitié de cette somme; et enfin le gouvernement a dû déboursier un \$500 millions inattendu dans un programme d'aide aux producteurs de céréales.

Le ministre des Finances, Michael Wilson, a refusé de commenter les chiffres de Southam News, en expliquant qu'il n'avait en main pour l'instant que des indications préliminaires sur l'année financière en cours et qu'il rencontrerait bientôt la presse sur cette question.

Même si ces chiffres n'ont pas directement été commentés ni par le premier ministre, ni par son ministre des Finances, ce dernier a dit qu'il ne fallait pas s'attendre à une hausse générale de l'impôt pour atteindre les objectifs fixés.

M. Mulroney a lui fait valoir qu'il n'était pas possible pour son gouvernement de garantir qu'il n'y aurait pas de hausses d'impôt d'ici aux prochaines élections, mais que son gouvernement allait suivre les grandes lignes toujours valables de sa politique budgétaire.

Bons résultats

Auparavant, le ministre Michael Wilson avait lui fait part de

nouvelles encourageantes pour le gouvernement conservateur.

Le ministre qui participe aux travaux du Comité des priorités et de la planification à Terre-Neuve avec les autres ministres les plus importants du cabinet conservateur, a effectivement rendu public les chiffres préliminaires relatifs aux revenus et dépenses gouvernementales pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986.

Baisse du déficit fédéral de \$3,8 milliards par rapport aux déficits précédents (la première en six ans et la deuxième en seize ans); baisse des dépenses gouvernementales de \$800 millions si on enlève les frais de la dette publique (la première fois depuis la guerre) et prévisions du budget dépassées de 0,8 pour 100 seulement; ces éléments ont été le cœur de sa présentation.

Discipline et bonne gestion ont été invoquées par M. Wilson pour expliquer la performance de son gouvernement.

Selon le ministre, tous les problèmes ne peuvent être résolus en une année et c'est pourquoi le gouvernement s'est engagé dans un programme de 5 ans.

A ceux qui lui signalaient que les premiers ministres provinciaux de l'est et de l'ouest du pays avaient encore de grandes attentes vis-à-vis

le gouvernement d'Ottawa, le ministre Wilson a indiqué que son gouvernement continuerait d'écouter les premiers ministres provinciaux.

"Il est important de rétablir au fur et à mesure les priorités de

nos dépenses pour répondre aux problèmes des différentes régions du pays." Des programmes comme "Entreprises Atlantique" ont justement été créés selon lui par le fédéral pour faire face à certaines situations.

"Nous n'avons pas beaucoup d'argent à dépenser, mais nous avons démontré une certaine flexibilité dans le passé pour rencontrer certaines demandes. Il est clair que nous ne pouvons cependant répondre à toutes" a-t-il conclu.



À SUIVRE...

COMPTUBENTRE Vente Retour à l'École

pour la meilleure sélection de calculatrices

La vente débute le 28 août jusqu'au 6 septembre jusqu'à épuisement de la marchandise.

<p>CALCULATRICE SOLAIRE SCIENTIFIQUE TEXAS INSTRUMENTS</p> <p>62 fonctions, style horizontale caractéristique, transportable et durable.</p> <p>REG. 39,99</p> <p>29⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE SOLAIRE SHARP</p> <p>8 chiffres et 4 clés de mémoire. Touche unique de pourcentage. Modèle mince de base.</p> <p>Prix spécial pour le retour à l'école</p> <p>6⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE IMPRIMANT OU AFFICHANT SHARP</p> <p>Modèle EL1610 de 10 chiffres. Affiche, ou imprime sur papier de dimension régulière. Arrêt automatique.</p> <p>SPÉCIAL 34⁸⁸</p>
<p>CALCULATRICE SOLAIRE SCIENTIFIQUE TEXAS INSTRUMENTS</p> <p>Plus de 50 fonctions de réglage à calculer. 4 clés de mémoire. Système d'opération algébrique.</p> <p>REG. 29,99</p> <p>24⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE FINANCIÈRE SHARP</p> <p>Avec fonctions d'affaires préprogrammées. 3 modes incluant statistiques.</p> <p>REG. 49,99</p> <p>44⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE MÉTRIQUE SOLAIRE SHARP</p> <p>44 conversions métriques, différentes et 2 clés de mémoire. Etui inclus.</p> <p>REG. 19,99</p> <p>16⁸⁸</p>
<p>CALCULATRICE SCIENTIFIQUE Tête inclinée TEXAS INSTRUMENTS</p> <p>112 fonctions pour maths, sciences, et application pour ingénieurs et professionnels. 8 mémoires.</p> <p>REG. 59,99</p> <p>49⁸⁸</p>	<p>MINCE MICROFICHE SOLAIRE CALCULATRICE CASIO</p> <p>Calculatrice solaire supermince à 8 chiffres. Grandeur horizontale d'une carte de crédit.</p> <p>REG. 19,99</p> <p>15⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE SCIENTIFIQUE SHARP</p> <p>48 fonctions scientifiques préprogrammées incluant trigo, conversions, hexadécimales, statistiques. Arrêt automatique.</p> <p>REG. 34,99</p> <p>28⁸⁸</p>
<p>CALCULATRICE BUSINESS ANALYSIS II TEXAS INSTRUMENTS</p> <p>Calculatrice d'affaires/finance avec statistiques et affichage DEL. 8 touches et mémoire constante. Arrêt automatique.</p> <p>REG. 49,99</p> <p>39⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE SOLAIRE SCIENTIFIQUE MÉTRIQUE CASIO</p> <p>16 fonctions de conversions. "Informationisation avec calculatrice scientifique" inclus.</p> <p>REG. 59,99</p> <p>44⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE SOLAIRE SCIENTIFIQUE SHARP</p> <p>38 fonctions préprogrammées, 3 touches de mémoire et 15 niveaux de parenthèses.</p> <p>REG. 29,99</p> <p>25⁸⁸</p>
<p>CALCULATRICE FINANCIÈRE HP-12C HEWLETT PACKARD</p> <p>REG. 175,99</p> <p>159⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE SCIENTIFIQUE TEXAS INSTRUMENTS</p> <p>50 fonctions de réglage à calculer. Avec racine et conversions angulaires. 4 clés de mémoire.</p> <p>REG. 19,99</p> <p>15⁸⁸</p>	<p>CALCULATRICE SCIENTIFIQUE PROGRAMMABLE AVEC FONCTIONS ALPHANUMÉRIQUES SHARP</p> <p>Calculatrice à 63 fonctions avec entrée directe des formules, statistiques, affichage à déroulement.</p> <p>REG. 79,99</p> <p>69⁸⁸</p>
<p>NOUVEAU TEXAS INSTRUMENTS</p> <p>CALCULATRICE PROGRAMMABLE SUR LANGAGE BASIC</p> <p>8K RAM intégrés 8K prises optionnelles dans la cartouche 31 caractères à affichage DEL 70 fonctions scientifiques 113 commandes "Basic" Clavier dactylo Imprimante thermique optionnelle.</p> <p>199⁸⁸</p>	<p>PRÉPROGRAMME POUR AFFAIRES ET FINANCES SHARP ORDINATEUR DE POCHE</p> <p>15 niveaux de parenthèses avec RAM de 4.2K Byte.</p> <p>REG. 169,99</p> <p>99⁸⁸</p>	

COMPTUBENTRE

SIÈGE SOCIAL:
9001 LOUIS H. LAFONTAINE, ANJOU, MONTRÉAL, P.Q.
TEL.: (514) 354-3810

RÉGION DE MONTRÉAL

- Place Verdun
- Galeries D'Anjou
- Carrefour Lasalle
- Mail Champlain
- Centre Fairview
- Place Alerte-Béliveau

À QUÉBEC

- Promenade St-Basile
- Place Desmarures
- Centre Boulevard
- Place Verte
- Place Bourassa

À DRUMMONDVILLE

- Les Galeries Drummond

À SHERBROOKE

- Carrefour De L'Estrie

À CHICOUTIMI

- Place de Roguesseau

L'heureuse RENTRÉE

Même durant les rénovations tous les magasins et boutiques sont fin prêts pour l'heureuse rentrée qui se traduit par une véritable explosion de nouveautés automnales, et vous connaissez la réputation de Place des Quatre-Bourgeois dans ce domaine.

Il faut souffrir un peu pour être belle et c'est ce que Place des Quatre-Bourgeois vit actuellement.

Place des Quatre-Bourgeois, c'est la réunion de l'exclusivité et du différent à prix compétitifs.

L'HEUREUSE Alternative À STE-FOY

QUANT AU CHOIX, AU STATIONNEMENT, À L'ACCESSIBILITÉ, PLUS DE 60 MAGASINS ET BOUTIQUES.

place des quatre bourgeois

LE PETIT GROS DES CENTRES COMMERCIAUX

angle Chemin des Quatre Bourgeois et boulevard Duplessis

VENTE ESTIVALE

10% à 50%

MEUBLES Jacques Gaulin

2158, boul. Charest ouest, Ste-Foy (Québec) — Tél.: 681-8106

MEUBLES Jacques Gaulin

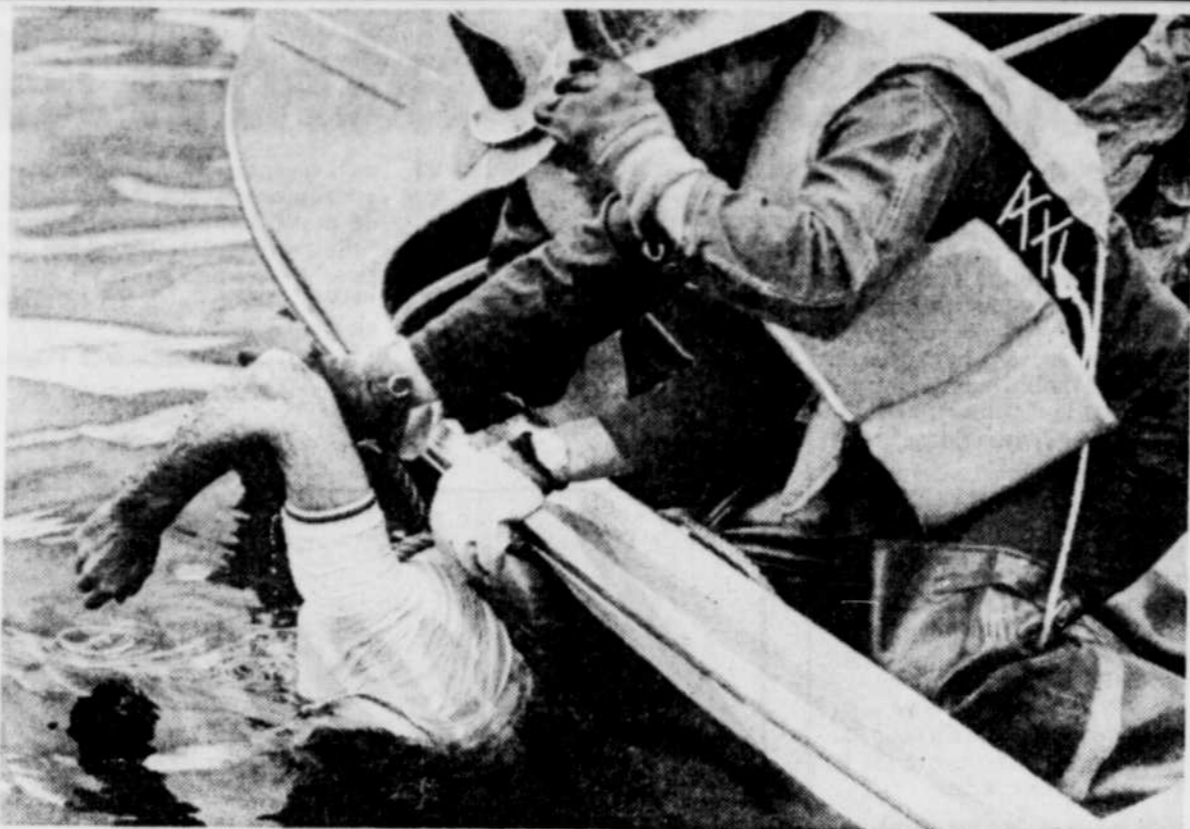
FAITS DIVERS

Repêché dans la St-Charles

♦ Le corps d'un homme âgé d'une cinquantaine d'années a été retiré hier après-midi des eaux de la Saint-Charles, entre les ponts Dorchester et Samson. Ce sont des promeneurs qui ont aperçu le noyé flottant à la dérive et qui ont averti la police.

Même s'il était relativement près du bord, le corps n'a pu être atteint de la rive et les policiers ont fait appel aux pompiers qui ont utilisé une chaloupe pour s'en approcher.

Les recherches faites par les détectives et par le coroner Bernard Couillard ont permis de découvrir que l'homme, un Québécois de 54 ans, était dans un état dépressif depuis un certain temps et qu'il se serait jeté à l'eau au début de la matinée. ●



Le Soleil, André Pichette

Les deux Américains libérés sous caution

♦ L'enquête préliminaire des deux Américains du New Hampshire accusés d'avoir importé 103 grammes de cocaïne a été reportée pour la forme au 19 septembre du consentement des deux procureurs, Me Michel Morin, pour la poursuite, et Me Lawrence Corribeau, pour la défense. Elle devait avoir lieu au palais de justice de Saint-Joseph de Beauce, lundi, et elle devrait être entendue plus tard, à l'automne.

par Lucien LATULIPE

Mme Kit Hoppins Moody, âgée de 39 ans, de Lynboro, et Eric Erikson, âgé de 40 ans, de Milford, ont toutefois pu recouvrer leur liberté provisoire en déposant, chacun, \$25,000 en argent. La caution a été fixée par le juge Jacques Dufour, de la Cour supérieure. Tout cautionne-

ment leur avait été refusé par le juge de première instance lors de leur comparution le 12 août.

Le couple avait été arrêté, le 9 août, par les inspecteurs des douanes du bureau d'Armstrong avec la collaboration d'agents de la Gendarmerie Royale du Canada de Saint-Georges de Beauce. La drogue estimée à \$20,000 a été trouvée dissimulée dans les bagages des deux suspects qui voyageaient dans un campeur et qui se proposaient de se rendre jusqu'à Vancouver.

Un revolver de calibre 357 Magnum a également été saisi dans le véhicule qui a été remis à son propriétaire moyennant une amende de \$25,000 en argent canadien. Les deux suspects ont aussi été accusés de possession illégale d'une arme à feu. ●

VENDREDI 29 AOÛT LA JOURNÉE DES DÉCOUVERTES

20% à 50% DE RABAIS
 SUR TOUT UN LOT D'ARTICLES

EN VEDETTE
 DEMAIN SEULEMENT
 OBTENEZ UN RABAIS
 ADDITIONNEL DE

25%

SUR LES ARTICLES D'ÉTÉ EN SOLDE
 POUR DAMES ET JEUNES FILLES!

Ces articles à prix déjà réduits de 25% à 50% incluent robes, blouses, chandails, jupes, shorts, tenues de bain, lingerie, tenues de nuit, manteaux, dessous mode, vêtements petit budget, vêtements en tailles petites et grandes tailles. Aussi aux boutiques Collections et Jeunesse (sauf le rayon des fourrures). Le choix des modèles varie selon les magasins. Hâtez-vous pour avoir un meilleur choix. Le vendredi 29 août seulement. Achats en magasin seulement.

C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie



• Québec et Sainte-Foy, lun. à mer., 9h30 à 17h30; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• La Capitale à Québec 627-5922 • Place Laurier à Sainte-Foy (mail sud-ouest) 627-5959

la **Baie**

Inauguration du pénitencier de Donnacona demain Une trentaine de femmes garderont les détenus

♦ C'est demain que l'on inaugurerait le nouveau pénitencier de Donnacona, mais les premiers détenus, qui devaient arriver lundi prochain, pourraient bien en fait n'arriver que dans deux ou trois semaines. Les raisons de ce contretemps dans l'occupation sont d'ordre administratif, étant donné que la touche finale aux installations de ce pénitencier ultra-moderne a été donnée ces derniers jours.

Le pénitencier de Donnacona a été construit pour abriter 359 détenus. Près de 300 fonctionnaires fédéraux y travailleront, plus une soixantaine provenant des entreprises privées, soit autant de travailleurs que de détenus.

La directrice adjointe du pénitencier, Mme Monique Marullo-Morin, a par ailleurs expliqué que le personnel médical sera composé d'un médecin, d'un optométriste, d'un dentiste et de huit infirmiers et infirmières. Contrairement à ce que certaines informations laissaient entendre, il ne semble pas que la direction des pénitenciers ait eu de la difficulté à trouver les spécialistes pour combler ces postes.

Une trentaine de femmes assumeront le métier de gardien. Il se s'agit pas là d'un précédent pour un pénitencier à sécurité maximum, précise Mme Marullo-Morin; ça fait trois ans que des femmes exercent ce métier dans les "pens" à sécurité maximum au Canada.

d'hui, même si des équipes d'électriciens faisaient tout en leur possible pour rétablir la situation au plus vite.

Un ouvrier subit des brûlures chez Zeller's

♦ Un ouvrier participant aux travaux d'agrandissement et de rénovation de Place Fleur-de-Lys a subi des brûlures à un bras et à la tête, hier matin, quand il a échappé un morceau de métal dans la boîte d'électricité du magasin Zeller's et qu'il en a résulté une explosion suivie d'un début d'incendie.

L'homme, qui a en outre subi un violent choc nerveux, a été conduit à l'hôpital par un compagnon de travail pendant que les pompiers venaient à bout du feu à l'aide d'extincteurs à poudre.

Les dommages directs consécutifs à l'incendie ne sont pas tellement considérables, mais le magasin Zeller's, qui vient tout juste d'être rénové, a été privé d'électricité pendant toute la journée et a dû être fermé. Les responsables de l'établissement ne savaient toujours pas, en fin de journée hier, s'il pourrait rouvrir ses portes aujourd'hui.

Le Zeller's de Place Fleur-de-Lys est le bureau chef des quatre magasins de ce nom dans la région de Québec. Son système de caisses enregistreuses reliées à un ordinateur qui envoie les transactions directement au bureau de Montréal contrôle également les caisses de la succursale de Beauport. A ce dernier endroit, le magasin est ouvert comme à l'accoutumée, mais les opérations aux caisses se sont faites à la main.

Un représentant de Zeller's a refusé de dévoiler le montant même approximatif des pertes causées par l'incident d'hier matin, mais étant donné qu'on est en pleine période de magasinage pour la rentrée scolaire, on peut supposer que le manque à gagner sera de plusieurs dizaines de milliers de dollars.

Deux Françaises recherchent désespérément leurs bagages

♦ Deux jeunes Françaises qui doivent rentrer chez elles samedi, font appel au public pour récupérer leurs bagages, surtout leur passeport et leur billet d'avion, qu'elles ont perdus à Bernières, lundi soir.

par Lucien LATULIPPE

Selon l'enquête menée par le poste de la Sûreté du Québec à Saint-Romuald, les deux jeunes filles faisaient de l'auto-stop, lundi après-midi. Elles sont montées dans une camionnette dont le conducteur leur aurait fait certaines propositions qu'elles ont refusées et, à leur requête, le camionneur les a laissées descendre.

Mais les bagages des deux

jeunes filles qu'elles avaient déposés dans la partie arrière du véhicule y sont restés. Le camionneur a été retracé par la SQ et il aurait déclaré avoir déposé les bagages des deux plaignantes sur le bord de la route Lagueux, non loin du chemin Saint-Joseph, à Bernières.

La SQ présume que les dits bagages ont été ramassés par un automobiliste ou quelqu'un d'autre. Cette personne est priée d'entrer en communication avec le poste de la SQ à Saint-Romuald ou avec son corps de police municipal, afin que les deux jeunes filles puissent récupérer leurs biens le plus tôt possible et puissent monter à bord de leur avion à Montréal, samedi. Le numéro de téléphone de la SQ à Saint-Romuald est 839-7537.

MARCHE TERRY FOX

14 SEPTEMBRE 1986



Le dimanche 14 septembre à 13 heures aura lieu la marche Terry Fox. Le départ se fera du Peps de l'Université Laval.

Procurez-vous votre formulaire de participation dans tous les restaurants McDonald's de la région de Québec. Demandez à vos parents et amis de commander votre marche.

Le dimanche 21 septembre, apportez tout l'argent ainsi amassé à votre restaurant McDonald's et ceux-ci le verseront à la Société Canadienne du Cancer.

Tous les marcheurs qui rapporteront 5 \$ ou plus le dimanche 21 septembre, recevront un Big Mac gratuit!

De plus, tous ceux qui feront un don de 5 \$ ou plus à la Société Canadienne du Cancer le dimanche 21 septembre, chez McDonald's, recevront également un Big Mac en remerciement pour leur appui.

EN COLLABORATION AVEC

LE SOLEIL



Cours de spécialisation en bureautique

Pour faire face à la nouvelle technologie qui nous envahit, le Collège Bart a mis sur pied une série de cours en bureautique pour les personnes oeuvrant dans le domaine du secrétariat ou celles en quête d'un emploi dans ce secteur.

- Contenu
- Cours 1 Contact technologique
 - Cours 2 Traitement de textes
 - Cours 3 Les micro-ordinateurs
 - Cours 4 Lotus 1, 2, 3 D. Base III

Remarque: Ces quatre cours sont dispensés de façon consécutive

Jour: Début des cours
15 septembre 1986
Lundi au vendredi 9 h 30 à 12 h 30

TOUS CES COURS SONT DE NIVEAU COLLEGIAT ET RECONNUS PAR LE M.E.S.S.

Pour s'inscrire ou obtenir plus de renseignements, veuillez communiquer avec le



751, côte d'Abraham, Québec G1R 1A2 — 522-3906

Kmart

Le magasin d'aubaines

Pour vous prouver qu'il est payant de magasiner chez Kmart

Voici des aubaines de jeudi, vendredi, samedi les 28-29-30 août 1986

Quaker State
HUILE À MOTEUR

1 litre
K-Mart

1 47
Limite 6 par client

Faberge Organic
SHAMPOOING ET CONDITIONNEUR

600 ml.
K-Mart

2 27

Liberté Nouvelle
SERVIETTES HYGIÉNIQUES

Maxi-mince (30)
K-Mart

3 79

Rembourrage duveteux
FIBRE DE POLYESTER

Idéal pour coussins et oreillers
K-Mart

2 79

Pour dames
MONTRES

Mode
K-Mart

17 99

Couches jetables
HUGGIES

Format: Moyenne (48)
Grande (33)
K-Mart

8 39

AUCUN COUPON DE SECONDE CHANCE

PLACE FLEUR DE LYS — 550, BOUL. HAMEL, QUÉBEC
OUVERT: lundi à mercredi: 9h à 17h30 Jeudi et vendredi: 9h à 21h
Samedi: 9h à 17h. • Jusqu'à épuisement du stock.

• Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.
* Indique notre prix courant ** Indique notre prix après solde

PLACE DES QUATRE-BOURGEOIS
999, RUE DE BOURGOGNE, STE-FOY, QUÉBEC

OUVERT: lundi à mercredi: 9h à 18h Jeudi et vendredi: 9h à 21h
Samedi: 9h à 17h





SUPERPROMOTION



"NE PAYEZ QUE LE 12 AVRIL 87, SANS AUCUNS FRAIS"*

sur tous nos vidéos, micro-ondes, téléviseurs et systèmes de son

Plus de 8 000 appareils pour livraison immédiate

UTILISEZ DÈS MAINTENANT LES APPAREILS DE VOTRE CHOIX PENDANT 8 MOIS, SANS AUCUNS FRAIS ET NE PAYEZ QUE LE 12 AVRIL 1987.*

TOSHIBA

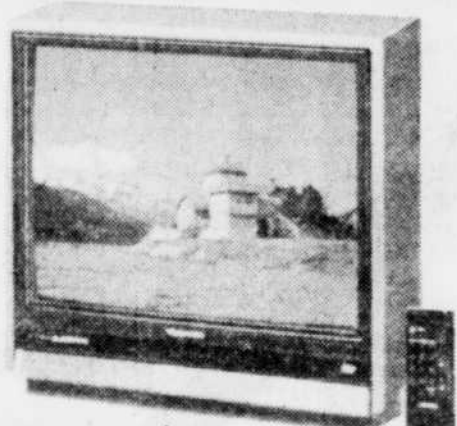
NOUVEAU MODÈLE



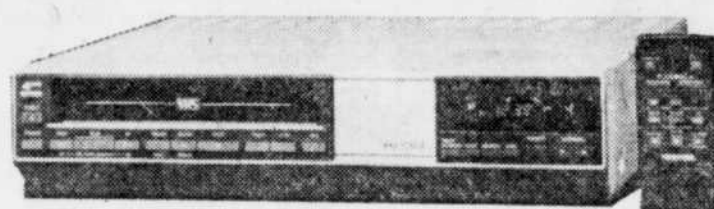
MAGNÉSCOPE VHS "HQ"
TOSHIBA
Z-2006 - HAUTE QUALITÉ
• 4 émissions/14 jours
• Compatible avec câble à accès direct
• Télécommande sans fil.
499⁹⁵

Garantie: 1 an 100% pièces et main-d'oeuvre, service à domicile.
GRATUIT: Carte de membre à un club vidéo & nettoyage des têtes de l'appareil la première année.

REGARDEZ



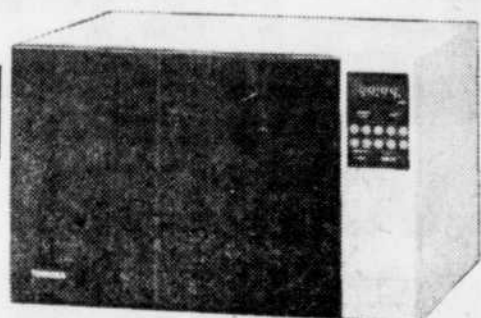
NOUVEAU MODÈLE
TÉLÉVISEUR
CX2006
TOSHIBA
Téléviseur FST avec télécommande à accès sélectif, entrées pour raccordement audio-vidéo et affichage à l'écran du canal et de l'heure.
• Tube FST de 51 cm (21 po) • Syntonisateur 105 canaux compatible avec câble
• Télécommande à accès sélectif à 21 touches
• Boîtier noir.
648⁰⁰
GARANTIE: 50 mois 100% pièces et main-d'oeuvre service à domicile



Magnéscope VHS
TOSHIBA M-5500
4 têtes, double contrôle azimuth
• Recherche de séquence à deux vitesses
• Minuterie programmable: 4 émissions, 7 jours
• Syntonisateur compatible avec câblodistribution (117 canaux)
• Enregistrement par minuterie à une seule touche OTR (4 heures)
• Télécommande sans fil à 17 fonctions
• Disponible aussi en noir.
699⁹⁵

Garantie: 1 an 100% pièces et main-d'oeuvre, service à domicile.
GRATUIT: Carte de membre à un club vidéo & nettoyage des têtes de l'appareil la première année.

CUISINEZ



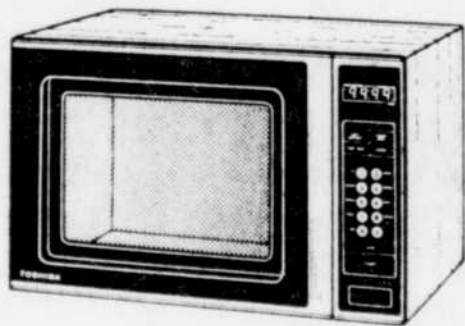
Four à micro-ondes
TOSHIBA
ERX-5610
Cap. de 0,6 pi³ • 9 niveaux de puissance
• 500 watts • Cuisson par la durée
• Décongélation "Jet Defrost" • Montre numérique • Minuterie de 100 minutes.
299⁹⁵

GRATUIT

Cours de cuisson à l'école des Ameublements Tanguay

GARANTIE:

50 mois 100% pièces et main-d'oeuvre et 60 mois sur le magnétron



Four à micro-ondes
TOSHIBA
ERX 1700
Cap. de 1,0 pi³, 9 niveaux de puissance
• Programmation à 2 étapes • Cuisson par la durée ou la température • Décongélation "Jet Defrost" par la durée ou la durée ou la température • Sonde thermique
• Therm-A-Matic: 10 touches de sélection de température • Touches de commandes à signal sonore • Horloge numérique/minuterie de 100 minutes
DISPONIBLE EN AMANDE ET NOYER
479⁹⁵

et ECOUTEZ



Chaîne stéréo
TAS-50
CABINET INCLUS
TOSHIBA
• 60 watts RMS total
• Syntonisateur numérique synthétisé
• Magnétocassette avec Dolby
• Tourne-disque semi-automatique à entraînement par courroie
• Haut-parleurs à 2 voies
649⁹⁵
GARANTIE: 30 mois, 100% pièces et main-d'oeuvre, service à domicile

Venez nous voir à
EXPO-QUÉBEC
ET À NOS 3 MAGASINS
COURS GRATUIT
à l'école de cuisson
d'Ameublements Tanguay
par nos 10 conseillères.

de nouveau OUVERT LE SAMEDI

Utilisez dès maintenant les appareils de votre choix pendant 8 mois, sans aucuns frais et ne payez que le 12 avril 1987.
• Sujet à l'approbation du département de crédit.
• Ne payez que la taxe de vente



SERVICE INÉGALE

- Entreposage GRATUIT pendant 18 mois
- Service de décoration GRATUIT à domicile
- 15 électroniciens vous assurent un service professionnel

Livraison gratuite à la grandeur de la province.

Là où on se sent en confiance...

LÉVIS
Place Tanguay
833-4511

LIGNE WATT
1-800-463-4488

BEAUPORT
535, boul. Ste-Anne
667-6282

LES SAULES
1935, boul. Masson (Carrefour Les Saules)
871-4411